

DES ACCIDENTS

RÉSULTANT DE L'EMPLOI

DE MOTEURS INANIMÉS

EN AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Mars 1932, à 14 heures

PAR

BARDET-DENIAU

JURY... { *Président : M. RIPERT. Professeur ;*
 { *Suffragants* { MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } *Professeurs*
 { Maurice PICARD }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

DES ACCIDENTS

RÉSULTANT DE L'EMPLOI

DE MOTEURS INANIMÉS EN AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Mars 1932, à 14 heures

PAR

BARDET-DENIAU

JURY... { *Président* : M. RIPERT, *Professeur* ;
 { *Suffragants* { MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } *Professeurs*
 { Maurice PICARD }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1932



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE
JEAN BARDET

PLAN

Etude de la responsabilité légale : loi de 1898 et lois subséquentes et de la responsabilité basée sur les art. 1382 et suivants du Code civil.

Chapitre Premier. — Responsabilité du cultivateur propriétaire du fonds exploité et de la machine agricole.

Chapitre II. — responsabilité de l'exploitant non propriétaire du fond.

Chapitre III. — Entr'aide mutuelle.

Chapitre IV. — Prêt de main-d'œuvre.

Chapitre V. — Responsabilité de l'entrepreneur de battage.

Chapitre VI. — Responsabilité du syndicat et de la coopérative.

Chapitre VII. — Responsabilité de la commune.

Chapitre VIII. — Transport de la machine.

Chapitre IX. — Conclusion, projet de loi.

INTRODUCTION

1. Le titre de cet ouvrage annoncerait une étude très générale des accidents résultant de l'emploi des moteurs inanimés en agriculture.

Nous reconnaissons que pour être complet, ce travail devrait comprendre l'étude de la responsabilité des personnes utilisant les moteurs inanimés en agriculture, quelque soit la nature de l'accident :

Accidents au cours du travail, blessure des ouvriers et des tiers;

Incendie des bâtiments et des récoltes;

Dégradations des bâtiments, ponceaux effondrés, portes de granges détruites.

Accidents que nous appellerons de droit commun : collisions entre véhicules, au cours du transport des machines sur route.

2. Nous aurions à rechercher les responsabilités engagées, non seulement au regard des lois protectrices du travailleur agricole, mais encore sous l'angle plus général des articles 1382 et 1384 du Code civil, paragraphe 1, de la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation, ou encore sous celui de la loi du 7 novembre 1922, article 1384, paragraphe 2.

3. Nous avons cru devoir restreindre notre étude à un sujet moins vaste, et n'envisager ici que la responsabilité des différents usagers du moteur inanimé vis-à-vis de la victime de l'accident.

La situation juridique de celui qui emploie cet instrument dangereux est variée :

Ce peut être un cultivateur, propriétaire du fonds exploité et du matériel agricole, ce propriétaire peut en faire usage non seulement pour l'exploitation de son propre fonds, pour labourer ses champs, battre ses récoltes, fouler les grappes de ses vignes, mais aussi pour exploiter les propriétés de ses voisins. Ce peut encore, et c'est un cas fréquent, être un entrepreneur tirant ses revenus de la location de ses machines ou de leur exploitation sur les propriétés d'autrui. Enfin, au lieu d'être possédées par un individu, les machines peuvent appartenir à une collectivité, commune, syndicat, coopérative.

Si la qualité des propriétaires varie, celle des victimes n'est point toujours identique. Le blessé peut être un membre de la famille de l'exploitant, un serviteur, un voisin complaisant, un ouvrier prêté à titre bénévole.

Les rapports, les situations juridiques différant, les responsabilités se trouvent déplacées.

4. Et puisque le but de cette introduction est de préciser l'objet, et les bornes de cette étude, qu'il nous soit permis d'ouvrir une parenthèse pour définir ce que nous entendons par « moteur inanimé ». « L'expression moteur inanimé, déclare M. Capitant¹ comprend tous les modes de traction mécanique qui peuvent être employés dans les travaux agricoles, notamment un câble incliné tendu du sommet à la base d'une montagne, pour faire descendre au moyen d'une poulie, des pieux de bois. Au contraire, les canons paragrêle, et les alambics, ne rentrent pas dans cette catégorie ». « La

1. Rapport sur les accidents du travail en agriculture à l'Association française pour la protection légale des travailleurs, 1909, 5^e série. Nîmes, 1^{er} août S. 1907.2.47; Riom, 6 mai 1902, S. 1902.2.226.

chose inanimée, est toute chose douée d'une vie propre, toute chose autre qu'un animal¹.

Donc, est moteur inanimé tout instrument mécanique mû à gaz de pétrole, à l'électricité, ou par toute autre cause qui n'est point la force de l'homme ou de l'animal, et ne rentrent pas dans cette catégorie les instruments tels que les moissonneuses à traction animale, les hachoirs de betteraves, mûs par la main humaine.

5. Pourquoi cette discrimination ? Et pourquoi pendant longtemps, de 1899 à 1922, avoir exclu du risque professionnel toute une catégorie d'accidents que l'enquête nous révèle au moins aussi graves et aussi nombreux que les accidents causés par l'emploi des moteurs inanimés ? Pourquoi, sinon parce que la doctrine et la jurisprudence s'accordaient pour classer : faits de l'homme, faits de l'animal dirigé par l'homme, mais conservant son activité propre ; faits des choses qui, selon la théorie soutenue par M. Esmein, paraissent avoir leur dynamisme personnel.

M. Ripert a démontré combien factice et inexacte était cette distinction, que sous le fait de la chose se cachait toujours de fait de l'homme qui captait l'énergie, et dirigeait la machine, que la chose ne pouvait être la cause du dommage qu'elle n'en pouvait être que l'instrument².

En outre, la machine qui reçoit sa force de propulsion de l'homme, la transmet transformée et décuplée. Le volant mis en route acquiert une énergie qui lui est propre, et dont son conducteur ne peut plus se rendre maître³. Le

1. *Traité de la responsabilité délictuelle et contractuelle* de MM. Henri et Léon Mazeaud, 1931, Sirey, p. 786.

2. Ripert, *La Règle morale dans les obligations civiles*. Cité également par Paul Matter, conclusion arrêt de cassation toutes chambres réunies, 13 février 1930.

3. Voir notamment toute la jurisprudence sur cette question en matière de collision entre automobile et bicyclette ; et annulation de la présomption de faute à la charge de l'automobiliste :

moteur animé a également sa force de propulsion.

Mais, en 1899, nous verrons que le législateur avait cru ne devoir légiférer qu'en ce qui concerne les accidents causés par l'emploi des moteurs inanimés en agriculture.

6. De tous ces moteurs, celui dont on use le plus souvent est incontestablement le moteur actionnant les machines à battre; aussi on remarquera que nous nous intéresserons surtout aux accidents causés par celles-ci. Ce n'est point pour poser une nouvelle borne à notre travail mais parce que cette catégorie spéciale de moteurs inanimés employés par l'agriculture a, probablement par l'usage plus fréquent qui en était fait, attiré d'abord l'attention du législateur; parce que les tribunaux ont eu surtout à se prononcer au sujet d'accidents survenus au cours du battage, et que dans la pratique, malgré l'emploi varié des moteurs inanimés, ce sont de beaucoup les cas de battage qui sont les plus fréquents.

A l'heure actuelle, on peut déclarer qu'en France, le battage au fléau dans l'aire d'autrefois n'existe plus. Nos cultivateurs possèdent pour leur propre compte, ou ont acheté en commun, en syndicat, ou encore louent des batteuses mécaniques à moteurs inanimés.

Mais qu'il soit question d'accidents survenus du fait de machines à battre, ou de tracteurs quelconques à moteurs inanimés, entrant dans la même catégorie, peu importe;

Poitiers, 11 juillet 1928, Sirey, 1928.2.142 et la note; Montpellier, 26 mars 1930, D. H. 1930, p. 405; Seine-Inférieure, 10 avril 1930, D. H. 1930, p. 360; Montpellier, 2 décembre 1930, *Revue des assurances terrestres*, n° 2, 1931, p. 251, et note de M. P., *Gaz. Pal.*, 1931.1.152; St-Brieuc, 5 novembre 1930, *Gaz. des tribunaux*, 5 février 1931; Montpellier, 17 juin 1925, *Rec. pér. as.*, 1925, p. 233; trib. civ. Lille, 5 janvier 1926, *Gaz. Pal.*, 1926.2.462; Trib. com. Honfleur, 27 avril 1927, *Gaz. Pal.*, 13 mai 1927.

Contra : Trib. civ. Seine, 1^{er} décembre 1927, *Rev. as. terrestres*, 1930, p. 89; Trib. civ. du Havre, 17 février 1928, R. P. 1930, p. 247; Seine, 1^{er} décembre 1927, R. P. 1930, 89.

les relations juridiques existant entre les parties restant les mêmes, les solutions proposées seront identiques.

7. Dans cette étude, faudra-t-il faire une distinction, entre les accidents survenus du fait de la machine elle-même, ou du fait du moteur; la batteuse souvent placée dans une grange est reliée à ces derniers qui se trouvent au dehors, par une longue courroie de transmission. Nous ne le pensons pas, nous appuyant sur des textes que nous étudions plus loin, qui précisent « l'emploi de machines mues par moteurs inanimés » (L. 30 juin 1899).

8. Ceci posé, nous revenons à l'étude de la responsabilité. Les limites que nous nous sommes tracées ne nous permettent pas d'en tenter ici une esquisse même très rapide. Et du reste, un exposé très complet de cette matière se trouve dans les récents et très savants travaux de nos maîtres, notamment M. le Professeur Ripert : « La règle morale dans les obligations civiles », et le traité de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle, de MM. Henri et Léon Mazeaud.

Nous laisserons donc de côté l'étude historique de la responsabilité, et franchissant les étapes, nous parviendrons à la fin du xix^e siècle, aux premières lois assurant la protection de l'ouvrier blessé au service de son patron.

L'étude des travaux préparatoires montre que les articles 1382 et 1384 du Code civil (voy. Locré, Tome XIII) ont été rédigés sous l'empire de cette théorie que la faute est nécessaire, pour entraîner la responsabilité, et par conséquent, *la preuve de cette faute incombe au demandeur.*

Le développement intense du machinisme, source de profit plus grand pour toute une partie de la société et de risque plus grave, et plus nombreux pour l'autre, conduisit les esprits à rechercher un moyen de soustraire les victimes

des accidents, de l'obligation de faire la preuve de la faute du propriétaire de la machine dangereuse¹.

A l'époque de la Révolution, l'attention du législateur devait s'appesantir sur le sort de l'ouvrier agricole : « C'est sur les habitants pauvres et industriels des campagnes qui ne trouvent que le travail après le travail, le dédain dans l'infirmité et l'oubli dans la vieillesse, que la rosée républicaine doit se répandre. »

« Qu'ont fait jusqu'à ce moment les législateurs pour la misère des campagnes ? Quelles institutions ont été faites, pour ces laboureurs domestiques, ces ouvriers agricoles, ces artisans rustiques parvenus à la vieillesse ? »

« Aucune loi n'oblige un maître à nourrir le domestique ou plutôt l'animal malheureux qui s'est cassé la jambe à son service. Aucune institution n'assujettit un propriétaire à secourir la vieillesse de ses valets de labourage, de ses bergers misérables, de ses moisonneurs épuisés, de ses batteurs en grange usés par le travail; aucun règlement n'oblige le fabricant à conserver les ouvriers ingénieux ou fidèles qui l'ont enrichi.

« Eh bien, que la République française donne, la première, le grand exemple de cette justice qui n'a pu trouver un asile dans le cœur des citoyens ». (Rapport déposé au nom du Comité de Salut public, le 22 floréal, an II, 11 mai 1794, par Barrère. Cité au rapport Mauger).

Parmi les victimes du machinisme, une catégorie particulièrement nombreuse d'individus occupa tout de suite l'attention.

1. Il faut reconnaître cependant que dès le développement du machinisme la situation de l'ouvrier blessé au service de son patron, avait attiré l'attention. Une ordonnance de Colbert, en date du 16 août 1681 s'intéresse au sort des matelots, seul corps de métier qui fut à l'époque particulièrement dangereux.

Leur situation, qui les oblige à faire un usage constant de cet outillage moderne devenu nécessaire à la prospérité des entreprises patronales, semble particulièrement digne d'intérêt. Il leur était en effet, rarement possible de faire, en cas d'accident, la preuve de la faute de l'employeur, et à chaque blessure grave, c'était la misère pour le foyer privé de son soutien ou l'ouvrier privé de son salaire. Cette situation ne pouvait laisser insensible. Sous l'influence socialiste, la loi du 9 avril 1898 fut votée. C'était le risque professionnel appliqué à l'industrie. Lors de la discussion des textes on fit remarquer que l'emploi du machinisme s'introduisait dans l'agriculture, que dès lors il était injuste de priver les ouvriers agricoles du bénéfice de cette loi; mais l'amendement proposé ne fut pas voté, la question soulevant trop de difficultés. Pour ne pas retarder le vote de la loi de 1898 on décida qu'il ferait l'objet d'une discussion spéciale. Il devint la loi du 30 juin 1899.

9. Cette législation pose à l'encontre du patron une véritable responsabilité objective. Elle existe à l'état latent avant tout accident, dès l'installation de l'usine et de l'embauchage du personnel, parce que le principe en est posé par la loi, et le préjudice corporel souffert par la victime n'est que l'accident qui vient faire jouer cette garantie.

Cette responsabilité est automatique, si elle n'est pas absolue, il faut reconnaître que les exceptions qui viennent lui faire échec sont très rares, très définies, très limitées. La faute lourde de l'ouvrier exonère le patron, celle du patron, du reste, aggrave sa responsabilité et l'oblige à des dommages-intérêts supplémentaires.

Mais dans les deux cas, la faute lourde doit présenter une gravité particulière. Ainsi entendue, elle équivaut presque au dol, à la fraude, de sorte qu'en fait on ne la rencontre

que rarement. En compensation, elle n'accorde à la victime qu'une réparation forfaitaire ne représentant pas l'intégralité du préjudice subi. Pas de *pretium doloris*, rien pour le préjudice moral, remboursement d'un demi-salaire, calculé sur un salaire de base réduit; pas de rente aux ascendants qui n'étaient pas exclusivement à la charge du *de cujus*.

Avant d'obtenir le vote des lois couvrant le risque professionnel, la doctrine a cherché à exonérer les victimes d'accident du travail de la charge de la preuve.

MM. Sauzet, Sainctelette et Labbé ont voulu voir dans le contrat de travail une obligation pour le patron de garantir l'intégrité de son ouvrier¹.

Le patron, écrit M. Sauzet, doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il doit le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige; il doit à chaque instant, pouvoir le restituer, le rendre à lui-même, comme il l'a reçu ».

Labbé n'admet pas que l'ouvrier soit « comparable à un corps certain que le patron reçoit, garde un temps et doit rendre ». Mais du moins lorsqu'un accident a été causé par le matériel, par une chose de l'usine, le patron ne doit-il pas établir qu'il s'est acquitté, en ce qui concerne ce matériel de toutes les obligations que lui impose l'équité.

1. Sauzet, De la responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels (*Rev. crit. de législation et de jurisprudence*, 1883, p. 508 et suiv., 608 et suiv.; Sainctelette, *De la responsabilité et de la garantie*, p. 410, n° 13. Le patron est responsable en vertu du Code du travail. Dans le même sens : Labbé, notes S. 1885.4.25; 1886.2.97; 1886.4.25; 1889.4.1; 1890.4.17; — Demangeat, *Revue pratique* t. 55 p. 556 et suiv.; Gérard, Le louage de services et la responsabilité des patrons, *Revue crit. de législation et de jurisprudence*, 1888, p. 426 et s.; Huc, t. VIII, n° 427 et suiv. — *Contra* : Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 12 et suiv.; Lefèvre, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1886, p. 485 et suiv.; Emmanuel Lévy, Responsabilité et contrat (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1889; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, t. IV, n° 2867; Lalou, *La responsabilité civile*, n° 174, 625-626; Josserand, *Cours du droit positif français*, t. II, n° 486-487.

M. Ripert reconnaît : « L'obligation naît du consentement des parties, et la volonté tacite a autant de force que la volonté exprimée, réserve faite de la question de preuve. On peut donc rechercher dans un contrat... la volonté non exprimée de créer certaines obligations et la preuve de cette volonté peut résulter de la nature du contrat conclu. Il appartient aux tribunaux de dire si à raison des caractères particuliers du contrat, il n'existe pas certaines obligations, tenant au type même de la convention.

« C'est en partant de ces principes que la jurisprudence française a découvert l'existence dans certains contrats d'une obligation prise par l'une des parties de garantir la sécurité de l'autre contractant.

« Si une telle obligation existe, elle apparaît comme violée si le créancier subit un accident, et, la responsabilité du débiteur de l'obligation de sécurité est alors engagée. Il lui appartient, pour s'en dégager, d'établir l'existence d'une cause étrangère qui lui soit imputable, et à laquelle on puisse rattacher le dommage ».

Donc, tout irait pour le mieux, si on pouvait dire « que l'obligation de sécurité existe dans tous les contrats où une personne met son activité au service d'autrui ». Or justement, ainsi que l'a démontré M. Ripert, « elle n'est pas reconnue (par la jurisprudence) dans le contrat de travail, contrat dans lequel on agit pour autrui ».

La jurisprudence française n'a donc jamais voulu trouver dans le contrat du travail l'obligation contractuelle de garantie² et lorsque récemment elle a été appelée à accorder

1. Voir la *Responsabilité contractuelle et les accidents de personnes*. Cf. Ripert, p. 25 et suiv.

2. Voyez Cass. req., 2 décembre 1884, D. 1885.1.223; 5 avril 1894, D. 1894.1.478; 15 juillet 1896, S. 1897.1.229.

N. B. — L'obligation contractuelle de garantie aurait été plus complète que la garantie légale. Voyez au D. 1929.1.130, note de M. Ripert.

au Sénégal des dommages et intérêts à un ouvrier blessé par la machine de son patron, la loi de 1898 ne pouvant s'appliquer en l'espèce, elle fit jouer l'art. 1384 du Code civil.

10. L'influence des théories socialistes qui faisait garantir le risque professionnel ne devait pas s'arrêter là. Le législateur s'était emparé des accidents du travail pour en faire l'objet de sa sollicitude. La doctrine et la jurisprudence devaient s'emparer de tous les autres cas, et adopter toutes les autres victimes. Elles ont, supposant l'intention des parties, déduit de certains contrats, contrat de transport, l'obligation de sécurité, en faveur du transporté. Et lorsqu'elles n'ont pu interpréter de contrat, parce qu'il n'y avait pas de contrat préexistant, elles ont tiré de l'art. 1384 du Code civil (texte longtemps laissé dans l'ombre, proposition subordonnée détachée de la phrase principale, art. 1382) en vertu de la théorie du risque créé pour les uns, en vertu de la théorie de la garde pour les autres, un renversement de preuves, à la charge du propriétaire de l'objet dangereux, plus que cela même une présomption de responsabilité dont seuls le cas fortuit, la force majeure (que la jurisprudence refuse presque toujours de reconnaître) ou la faute d'un tiers, peuvent l'exonérer.

M. Ripert a fait remarquer dans une étude sur la responsabilité contractuelle et les accidents de personnes, que si cette évolution jurisprudentielle avait eu lieu plus tôt, l'intervention du législateur n'eût point été nécessaire pour protéger les accidentés du travail.

Une nuance cependant demeure entre la théorie que nous appellerons législative, et celle que vient de consacrer la Cour de cassation toutes chambres réunies, le 13 février 1930¹.

1. Voir arrêt Jand'heur, D. 1930.1.64.

Et c'est à elle que pensait M. Maurice Picard, lorsqu'il envisageait cette jurisprudence comme un acheminement vers une législation prochaine¹.

De là, à conclure que la responsabilité ne découle plus de la faute, il n'y avait qu'un pas. Les partisans de la théorie du risque créé l'ont depuis longtemps franchi.

Ils l'ont surtout depuis longtemps franchi, car peu à peu leur nombre diminue et les auteurs reviennent à la théorie de la faute, fondement de la responsabilité.

Nous ne pouvons point entrer dans la discussion des deux théories du risque et de la faute; elle nous entraînerait dans une étude dépassant de beaucoup le cadre de cette introduction, qu'il nous soit permis de prendre position pour la théorie de la faute, en posant simplement que la faute se trouve à la base de tout dommage, celui-ci par sa réalisation même prouvant, sauf cas fortuit, force majeure, cause extérieure, la déficience de la garde matérielle, de celui qui avait la garde juridique² de l'objet dangereux.

Tels sont les chemins parallèles parcourus par les responsabilités « légale » et « jurisprudentielle ».

* *

11. Aux termes de l'art. 1386 : ... Le défaut d'entretien et les vices de construction sont des fautes; c'est à raison de ces

1. Pour une loi sur la responsabilité des accidents occasionnés par les voitures automobiles, *Revue des assurances terrestres*, 1931.

2. C'est cette distinction entre garde matérielle et garde juridique que perdait de vue M. Josserand quand il écrivait au sujet de la responsabilité des choses inanimées, p. 33 : « Lorsqu'un dommage est causé véritablement par notre chose, nous sommes toujours et nécessairement tenus de le réparer, quand bien même on ne pourrait songer à nous reprocher aucun acte illicite, aucune omission coupable; car notre responsabilité puise sa source, non pas dans une faute délictuelle ou contractuelle, mais bien dans la loi. Le demandeur en indemnité n'a donc à administrer qu'une preuve généralement toute faite, celle d'un rapport de cause à effet entre notre chose et le préjudice souffert; c'est la théorie objective substituée à la théorie subjective (Josserand, *De la responsabilité des choses inanimées*, p. 33).

fautes que le propriétaire est responsable. Il faut entendre dans le même sens l'art. 1384 qui dit, en termes généraux, que l'on répond des choses que l'on a sous sa garde, si nous sommes responsables c'est que nous commettons une négligence ou une imprudence dans la garde de la chose... L'article 1384 établit une présomption de faute... n'est-il pas juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime².

« Pour ceux qui croient le droit destiné, non pas à sanctionner les effets de la concurrence humaine, mais à rétablir l'équilibre instable que déplace à chaque instant à son profit l'activité prépondérante, le doute n'est plus possible. Il faut, sans que cette condamnation ait des actes de reproche, faire verser à l'auteur de l'acte dommageable l'indemnité nécessaire à la victime, car on ne peut éviter de choisir entre eux, et comment hésiter dans ce choix ? (M. Ripert, L'exercice des droits, et la responsabilité civile, *Revue critique*, 1906, p. 356).

12. La loi du 30 juin 1899 d'abord et tout autant que l'arrêt Jand'heur ensuite, semblent les réalisations pratiques de cette opinion. On lit dans l'article 1^{er} de la loi de 1899³, « les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés, et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite, ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant du dit moteur. Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur, ou le fait diriger par ses préposés ».

1. Ripert, *op. cit.*, *Responsabilité contractuelle et les accidents de personnes*.

2. Laurent, *Principes du Droit français*, t. XX, n° 639.

3. Pour l'exposé des travaux préparatoires, v. Loubat (Pichon, éd. 1902), *Les accidents du travail agricole*.

13. La portée de cette loi devait se montrer rapidement trop restreinte. Le législateur qui tout d'abord, avait craint d'imposer une charge trop lourde à l'agriculture, devait vite comprendre l'injustice commise en excluant les professions agricoles du risque professionnel¹.

On finit par se souvenir que le 22 mai 1898 la Chambre avait décidé par 540 voix contre 0 d'assimiler en matière d'accidents du travail, les ouvriers agricoles, aux ouvriers industriels. Différents rapports et projets de lois furent déposés, entre autre, le 18 mars 1901, M. Mirman déposait une proposition de loi tendant à autoriser tout employeur à placer son personnel sous la protection de la loi de 1898. Le 5 novembre 1906 M. Viviani présentait à la Chambre un projet de loi étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail. Ce projet fut renvoyé à la Commission d'assurances et de prévoyance sociales.

Le 22 août 1927, M. Emile Chauvin déposait également un rapport.

L'article 5 de ce rapport donnait à l'employeur non soumis à la législation sur les accidents la possibilité de faire bénéficier son entreprise du régime de cette législation.

La proposition de loi déposée par M. Mirman et l'article 5 du rapport Chauvin devinrent la loi du 18 juillet 1907. Le 29 juillet 1913, M. Mauger présentait à la Chambre un nouveau projet de loi ayant pour but d'étendre à l'agriculture le risque professionnel. Ce projet était suivi d'une proposition de loi de M. Paul Beauregard.

Il importait comme le fait remarquer M. Mauger que le législateur ne rende pas la vie ouvrière agricole moins bonné et plus dure que la vie ouvrière industrielle.

1. Voy. Rapport de M. Capitant, précité.

M. de Vogüé, dans le rapport qu'il fit sur l'assurance mutuelle des risques agricoles, au 4^e Congrès national des Syndicats tenus à Nice, en avril 1913, faisait remarquer que «... l'idée de responsabilité professionnelle du patron est entrée peu à peu dans les esprits, la justice elle-même a pour elle des faiblesses imprévues, et pour la détermination des responsabilités patronales, nous constatons chez les tribunaux une tendance marquée à appliquer à l'agriculture par voie d'analogie, sinon de droit, les dispositions de la loi de 1898 ». De cette tournure d'esprit, résultaient parfois des décisions imprévues. Tel juge de paix condamnait un patron dont la servante s'était fait soigner par un rebouteur, tel tribunal accordait une indemnité pour préjudice moral à des enfants majeurs au décès de leur père. La Cour de cassation soumettait à la loi de 1898 l'agriculteur possédant une industrie annexe lui servant à transformer uniquement les produits de sa propre culture, et M. de Vogüé concluait : « C'est pour mettre un terme à des incertitudes et à des fantaisies aussi inquiétantes, que beaucoup de bons esprits se sont ralliés à l'idée d'une loi étendant à l'agriculture le principe du risque professionnel, en précisant bien ses conditions d'application. »

L'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 n'était pas possible, il fallait que la nouvelle loi tienne compte des conditions très particulières dans lesquelles s'effectue le travail agricole.

Le rapport de M. Mauger ne devait être adopté que le 18 mai 1915 et la loi qui nous intéresse était en définitive votée le 15 décembre 1922. Elle étendait le risque professionnel à l'agriculture, mais elle excluait de son domaine obligatoire, les cultivateurs travaillant d'ordinaire seuls ou avec les membres de leur famille.

En ce qui concerne le risque des moteurs inanimés, son article 16 paragraphe 6 précisait : « à partir du 1^{er} septembre 1924, les dispositions de la loi du 30 juin 1899, ne s'appliquent plus aux accidents causés par les moteurs inanimés toutes les fois que ceux-ci sont utilisés pour les besoins de leur exploitation par les agriculteurs auxquels ils appartiennent ».

Deux ans plus tard, après l'application de cette loi, le législateur devait la compléter. Craignant de grever d'une charge trop lourde la petite culture, on avait à dessein exclus du risque professionnel les cultivateurs travaillant seuls ou avec les membres de leur famille. Or, au moment des grands-travaux, ces petits cultivateurs sont obligés d'avoir recours : soit à une main-d'œuvre saisonnière, qui se trouve à leur service considérablement défavorisée, soit à l'aide bienveillante de leurs voisins. Nous reviendrons plus loin aux questions intéressant le prêt de main-d'œuvre, et l'entr'aide mutuelle. Dès maintenant, disons que ces actes de bienveillance ont toujours lieu à charge de réciprocité. Imaginons que le voisin complaisant soit un cultivateur assujetti à la loi ; lorsqu'il viendra donner un « coup de main » à son voisin non assujetti il ne sera pas, en cas d'accident, couvert par le risque professionnel, alors que celui-ci sera garanti quand il viendra chez lui, lui prêter en échange son concours. Pour faire cesser ces injustices, la loi du 30 avril 1926 s'exprimait ainsi en son article 1^{er}, § 1^{er} modifiant l'article 1 de la loi du 15 décembre 1922 : « Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls, ou avec l'aide de leur famille, ascendants, descendants, conjoints, frères, sœurs, ou alliés au même degré, ne sont assujettis à la présente loi, que pour les collaborateurs salariés ou non qu'ils emploient ».

Telle est la législation actuelle. Elle n'est pas sans défaut, sans incohérence. La suite de ce travail n'en est qu'un long exemple, et c'est à juste titre que des projets de loi ont été déposés tendant à une refonte complète des textes. L'étude d'un projet de loi sera précisément la conclusion de cet ouvrage. Le risque professionnel doit être entièrement garanti; l'ouvrier blessé doit avoir un recours facile à exercer, sans être obligé de rechercher indéfiniment contre qui il doit diriger son action.

14. Cette responsabilité légale forfaitaire et indépendante de toute faute en vertu de quel principe a-t-elle été établie? Quel est celui qui, en fin de compte, aura à supporter cette charge ?

La doctrine dite classique, et vers laquelle nous penchons, met la responsabilité de l'accident à la charge de celui qui a la *garde* de l'objet dangereux. Mais quel est donc celui qui a la garde de la chose.

Pour certains auteurs partisans de la théorie du risque, le gardien sera celui qui tire économiquement profit de la chose¹.

On répond, que ce critérium est plus économique que juridique, que nombreux sont ceux qui se servent sans tirer profit ou qui tirent profit sans se servir². La suite de cette étude nous fournira sur ce point des exemples frappants. La commune qui bat le blé de ses administrés avec son matériel agricole se sert de la machine sans en tirer profit. Son entreprise n'a pas un but de lucre, et le cultiva-

1. Demogue, *Traité des Obligations*, t. IV, n° 1128-1131; Savatier, note au D. 1920.1.169.

2. Mazeaud, *op. cit.*, p. 804.

teur dont la récolte est battue tire profit de la machine sans s'en servir.

Lorsque le matériel de battage appartient à un entrepreneur, lui seul s'en sert, cependant l'entrepreneur et l'agriculteur en tirent chacun profit. Qui dans ce cas en aura la garde?

M. Mazeaud propose de faire une distinction entre la garde juridique et la garde matérielle¹.

Cette distinction nous permet de repousser la critique des partisans du risque lorsqu'ils nous font remarquer que l'accident survient précisément au moment où le gardien a perdu la garde, la maîtrise du moteur inanimé. Il a perdu en effet la garde matérielle, mais il a conservé la garde juridique, l'autorité sur la machine et celle-ci entraîne la responsabilité². D'après cette théorie, la responsabilité de l'accident devra peser sur celui qui a la garde juridique de la chose, qui en fait usage directement ou par l'intermédiaire de ses préposés. Si donc un accident survient, par sa réalisation même il prouvera, ou du moins, sera une présomption grave que, la garde dont la machine était l'objet était insuffisante.

En effet, si la machine fonctionne normalement, si son gardien l'entoure de vigilance et en use avec prudence, s'il sait rester maître de sa direction ou de son mouvement, s'il ne commet donc aucune faute, l'accident ne pourra survenir que par suite d'un cas fortuit, d'une force majeure ou de la faute d'un tiers, il est donc admissible que lorsqu'il

1. Mazeaud, *Revue trim. de Droit civil*, 1925. M. Savatier reconnaît (note au D. 1931.1.49) que le propriétaire cesse d'être gardien lorsqu'il confie la chose à un personnage indépendant et dans l'intérêt de celui-ci.

2. Paris, 18 juillet 1930, *G. P.*, 1930.2.674; Req., 15 décembre 1930, *G. P.*, 1931.1.121 (direction entraîne garde juridique).

se produira de graves présomptions de faute pèseront sur le gardien.

Il ne peut bénéficier du doute, il ne peut s'exonérer en démontrant que l'accident est dû à une cause inconnue, qu'il a usé de la chose en bon père de famille.

Il est normal que celui qui a pris la responsabilité de mettre en mouvement dans l'économie sociale la machine-productrice de puissance et d'énergie soit débiteur envers la victime qui souffre un préjudice. Mais déclare M. Ripert¹ « Ce n'est pas parce qu'il a causé le risque que l'auteur est « tenu à réparation, c'est parce qu'il l'a causé injustement, « ce qui ne veut pas dire contrairement au droit, mais contrairement à la justice; la responsabilité civile n'est que « la détermination et la sanction légale de la responsabilité « morale ».

Or, celui qui a causé un dommage a l'obligation morale de le réparer et sa faute est située d'après M. Ripert dans l'absence de réparation du dommage. Ce grand principe de solidarité ou mieux de charité sociale, qui tend à répartir les risques, que fait aux plus faibles courir l'activité des plus forts en permettant du reste à ceux-ci de répartir sur la société toute entière par le jeu de « l'assurance responsabilité », ce que cette théorie pourrait avoir de trop lourd, trouve son apogée en matière d'accidents du travail dans le risque professionnel, « qui ne tient aucun compte des fautes respectives du *patron* et de l'ouvrier, mais fait peser le risque sur l'exploitation² ».

Le risque professionnel découle de la grande idée d'assis

1. Ripert, *op. cit.*, 2^e éd., p. 228, *Règle morale...*

2. Ripert, *op. cit.*

tance que le patron doit à son ouvrier, il a pris place dans la législation avec les lois de 1898 et 1899 pour préserver précisément l'ouvrier contre les risques spéciaux que lui faisait subir le développement du machinisme. Lorsqu'on voudra étudier une législation garantissant ce risque spécial, c'est au patron maître de l'ouvrage et gardien juridique de l'objet dangereux qu'il faudra remettre le fardeau de la responsabilité.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITE DU CULTIVATEUR PROPRIETAIRE DU FONDS ET DE LA MACHINE INANIMEE.

15. Nous avons exposé plus haut que nous nous sommes donné pour but d'envisager la responsabilité des différents usagers du moteur de la machine agricole, vis-à-vis des victimes d'accident.

Ce premier chapitre aura donc pour objet l'étude de la responsabilité du cultivateur propriétaire du matériel. Nous nous arrêterons donc à rechercher dans quels cas et en vertu de quels textes, cette responsabilité peut être engagée.

Il ne faut pas oublier que la situation de ce propriétaire vis-à-vis de la victime peut varier.

Les propriétés de minime importance sont exploitées par le cultivateur travaillant seul, entouré de sa famille avec laquelle il vit en communauté. Tous participent aux risques, aux gains, aux aléas de l'exploitation.

Si la propriété est plus importante, ou la famille trop peu nombreuse, le cultivateur fait appel à la main-d'œuvre étrangère. Enfin, au moment des grands travaux, il travaille en collaboration avec ses voisins qui viennent eux-mêmes

payer de leur personne ou lui prêtent obligamment leurs ouvriers.

16. Sous la seule influence du Code civil, avant le vote de la loi de 1898, l'ouvrier n'était pas mieux protégé qu'un tiers étranger au contrat de travail, l'un et l'autre devant faire la preuve de la faute du propriétaire¹.

La loi du 30 juin 1899 vint aggraver singulièrement la position du cultivateur. Désormais en effet, il est responsable de tout accident quel qu'il soit, survenu à toute personne, quelle qu'elle soit, qu'elle ait été ou non, antérieurement liée avec lui par un contrat de travail, à la seule condition qu'au moment de l'accident, cette victime ait été employée au service ou à la conduite du moteur.

Nous verrons plus loin ce que la jurisprudence a entendu par « service et conduite du moteur² ».

La responsabilité imposée par le texte est à la fois plus étendue et plus restreinte que la responsabilité imposée par la loi de 1898. Plus étendue parce qu'elle accorde la même garantie, non seulement à l'ouvrier, mais à toute personne qu'elle soit ou non liée au propriétaire du moteur par un contrat de travail; elle est plus restreinte, car elle ne protège que les personnes occupées au service et à la conduite du moteur. Soulignons dès maintenant la précision des termes qui montrent que si le législateur avait

1. Peu à peu cette jurisprudence évoluait. D. J. G., cour de Bourgs, 15 juillet 1830, déclare le patron responsable qu'autant qu'il a négligé de prendre les précautions qui sont généralement usitées dans sa profession. Orléans 12 août 1886, G. p. 86.2.461. Oblige le patron à munir ses machines d'appareils protecteurs. V. Lyon, 6 janvier 1882, G. P., 1882.1.389; Rennes, 20 mars 1893, S. 1894.2.36; Amiens, 15 novembre 1883, S. 1884.2.6.

2. Ce texte ne pouvait prêter à confusion. Cependant « M. Lemire craignant une équivoque avait déposé un amendement ainsi conçu : « Seront considérés comme exploitants la collectivité ou l'individu au profit desquels la machine agricole fonctionnera » (Chambre, séance du 8 juin 1899.) Cet amendement fut repoussé parce qu'on estima qu'il n'ajoutait rien à la loi et que le texte était suffisamment précis. » Berniguet, thèse, Paris, 1903.

fini par consentir à appliquer à l'agriculture le risque professionnel, il ne l'avait fait qu'en en restreignant la portée aux accidents qui avaient entraîné l'attention de l'opinion.

La solution proposée si elle peut permettre à la jurisprudence qui ne s'en est point fait faute, de discuter à perte de vue sur les travaux devant rentrer dans la catégorie de la conduite, et du service du moteur, elle propose, un criterium extrêmement simple, pour désigner le responsable de l'accident. Il ne peut y avoir d'hésitation. C'est l'exploitant du moteur¹. Sous l'empire de cette loi le cultivateur qui retient notre attention était responsable parce que exploitant. En 1922, le législateur parvenait à faire bénéficier les travailleurs agricoles du risque professionnel dont bénéficiaient les travailleurs industriels, depuis la loi de 1898. Se souvenant du texte de 1899, le législateur déclarait qu'il ne s'appliquait plus aux accidents causés par les moteurs inanimés toutes les fois que ceux-ci étaient utilisés pour les besoins de leur exploitation, par les agriculteurs auxquels ils appartenaient, et qui étaient eux-mêmes assujettis à la présente loi.

Par conséquent, la responsabilité du cultivateur était désormais gouvernée par cette loi, mais à la condition qu'il n'entrât point dans la catégorie des exploitants travaillant seuls ou avec l'aide des membres de leur famille et n'employant que d'une manière occasionnelle un ou plusieurs collaborateurs salariés.

Ces restrictions avaient été posées pour éviter une charge que l'on craignait trop lourde aux petits cultivateurs. Ceux-ci restaient soumis au régime de la loi de 1899², et jusqu'en

1. Au ch. II.

2. Voyez note au D. P. 1923.4, col. 3, n° 6, p. 317, application respective des lois du 30 juin 1899 et 15 décembre 1922. Rapport Bienvenu-Martin,

1926, l'assiette de la responsabilité du cultivateur propriétaire de son matériel de battage est différente suivant l'importance de son exploitation, ou la manière dont il l'exploite : en famille ou avec l'aide mercenaire.

La loi du 30 avril 1926 ayant supprimé cette particularité, nous ne nous y arrêterons pas davantage. Désormais, en effet, si les membres de la famille qui travaillent d'ordinaire avec l'agriculteur continuent à ne point bénéficier de la garantie offerte par la loi, les collaborateurs salariés ou non de ce même agriculteur, bénéficient de la garantie que procure l'extention du risque professionnel à l'agriculture.

Par conséquent à l'heure actuelle :

17. 1^o Si le propriétaire de la machine à battre traitant ses propres récoltes est un petit cultivateur exploitant en famille, son modeste patrimoine, ses collaborateurs occasionnels salariés ou non (entr'aide mutuelle, prêt de main-d'œuvre) et ceux-ci seulement, depuis la loi du 30 avril 1926, seront garantis par la loi de 1922. Mais ils seront couverts quelque soit la cause de leur blessure, du fait du moteur en action ou de toute autre cause¹.

Si l'accident survient à un membre de la famille de l'exploitant indiqué par la loi, la victime n'est pas protégée par le législateur de 1926, même si elle travaille habituellement avec lui². Elle n'est donc protégée que par la loi de 1899.

séance Sénat, 27 avril 1920, « on se demandera peut-être pourquoi on n'abroge pas purement et simplement la loi de 1899 comme le faisait le projet de loi déposé en 1906 par M. Viviani. C'est que cette loi de 1899 édicte des règles qu'il a paru bon de maintenir. Elle met les accidents occasionnés par l'emploi des moteurs inanimés à la charge de l'exploitant du moteur non du cultivateur pour lequel se fait le travail. Cette règle continuera de recevoir son application.

1. Cassation req., 20 octobre 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.670.

2. Circulaire du ministère de l'Agriculture, 28 septembre 1923, sur l'application de la loi du 15 décembre 1922, *Rec. Berger-Levrault*, p. 43.

2° Si, au contraire, l'entreprise agricole est plus importante, et nécessite la collaboration permanente de salariés, il faut conclure que son propriétaire sera responsable en vertu de la loi de 1922, de tous les accidents survenus soit aux membres de sa famille (à moins qu'ils ne soient en fait, associés à la direction de l'entreprise) soit à ses domestiques¹, soit à ses collaborateurs occasionnels, salariés ou non.

Cette loi, déclarait la circulaire de 1923 précitée, ne s'appliquera en outre qu'à condition que l'exploitant soit un assujetti, et que le moteur lui appartienne. La loi de 1899 continuera à jouer : a) si l'exploitant n'est pas assujetti à la présente loi; b) si l'exploitant est un assujetti, mais que le moteur ne lui appartienne pas. La condition qu'ils soient eux-mêmes assujettis à la présente loi a été ajoutée à la suite d'un amendement de M. Fernand David. Séance du 7 Décembre 1920; *J. O.* 8 décembre; p. I. 863, col. 3 *in fine*.

Cette situation a été modifiée par la loi de 1926, qui assujettit tout agriculteur pour ses collaborateurs, salariés ou non à la loi de 1922, ainsi que nous l'avons exposé ci-dessus.

Nous verrons plus loin que lorsque les propriétaires feront

1. Et cela, même si l'ouvrier s'est exposé au travail dangereux, malgré la défense de son patron : Grenoble, 3 mars 1905, D. 1907.2.194; Cass., 29 novembre 1905.

Sont exclus de la garantie les domestiques exclusivement attachés à la personne.

Nous n'avons garde d'oublier que les agriculteurs non assujettis au risque professionnel ont cependant la faculté de contracter une police d'assurances destinée à les garantir eux-mêmes ainsi que les membres de leur famille, en cas d'accident. Ils peuvent donc faire bénéficier tous leurs collaborateurs des avantages que procure le risque professionnel, mais nous estimons que la question est en dehors du cadre de cette étude.

usage de leur matériel non plus pour eux-mêmes mais pour le service de leurs voisins, ils deviendront entrepreneurs, et seront traités comme tels.

CHAPITRE II

RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT NON PROPRIETAIRE DU FONDS.

18. Après avoir envisagé la responsabilité du propriétaire foncier exploitant lui-même son domaine nous nous arrêterons à rechercher à quel point et dans quelles conditions peut être engagée la responsabilité de ceux qui exploitent, à l'aide d'instruments mûs à moteurs inanimés les propriétés qui ne lui appartiennent point ou sur lesquelles leur droit de propriété n'est pas complet.

Quelle est, en cas d'accident, la responsabilité de l'usufruitier, du fermier, du métayer? Existe-t-elle? Et si elle existe quels en seront les fondements juridiques?

L'usufruitier, sans être propriétaire de la chose dangereuse, en a la jouissance, il en a donc par conséquent, la garde. Sa situation juridique, au point de vue de la responsabilité, se trouve être identique à celle du propriétaire.

19. *Le fermier*, dit une circulaire interministérielle, déjà citée, est assujetti à la législation de 1922, à l'exclusion du bailleur, et ce dernier se trouve exclu de toute responsabilité. On peut estimer, en effet, que le fermage a transmis au preneur l'obligation de garde, en même temps que la détention de la chose. Dans le contrat, les volontés des parties se sont accordées, pour conférer au fermier, le pouvoir juridique, le droit de commandement, et de direction sur la chose.

Il n'y a donc pas à distinguer si le fermier est propriétaire de la machine, ou si elle est la propriété du bailleur; toutefois il reste évident, que si celui-ci s'était réservé, par une clause du contrat de bail, la direction du moteur, sa responsabilité serait engagée.

20. Le cas du métayer mérite plus d'attention.

Nature du contrat de métayage. — Le colonat partiaire ou métayage, est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver, sous la condition d'en partager le produit avec le bailleur. (Loi du 18 juillet 1889, art. 1.)

On a longuement discuté sur la nature de ce contrat. Gaïus l'assimilait au contrat de société. (Gaïus, *Dig. XIX-2-25.*)

Planiol, t. II, n° 1786.

Colin et Capitant, t. II, p. 548, y voient un contrat participant au louage et à la Société.

Ces auteurs admettent que, suivant les cas, il faudra appliquer les lois régissant l'un ou l'autre de ces contrats.

L'application de ces règles se justifie par une analogie de situation ou une identité de motifs.

Il a été également admis que dans le silence des textes, il fallait appliquer les usages locaux. On a tiré cet argument de l'article 13 *in fine* de la loi du 18 juillet 1889.

En pratique, la notion de métayage est essentiellement différente, suivant les régions. Il suffit pour s'en convaincre, de se reporter aux nombreuses thèses qui ont traité ce sujet¹.

1. *Le métayage en Bourbonnais*, thèse, Paris, 1897, Martin Desboudets; *Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789*, thèse, Paris, 1920; Gagnon, *Pour le métayage en Limousin*, voir Sauzet, thèse, Paris, 1897; en Provence, Savernac, Aix, 1900; Cher, Lemoine, Paris, 1902; Anjou, Ode, thèse, Caen, 1910; Alpes, Vias, thèse, Aix, 1905; Lauraguais, Viguier, th., Paris, 1911; Craonnais, Pasquier, thèse, Paris, 1890.

En droit bourbonnais, la subordination du métayer est tellement marquée que M. Martin Desboudets a pu soutenir que celui-ci n'était qu'un salarié.

Certains économistes nous ont fait connaître leur opinion sur cette question; Le Play y voit la coopération parfaite du capital et du travail (Voyez *La réforme sociale*). Dans le même sens, M. Camille Perreau l'analyse comme le type de l'association intégrale (Perreau, *Economie politique*, t. 1^{er}).

Une théorie semblable avait été défendue par Troplong (t. II, n° 637), par Larombière, par Méplain¹.

Ce serait un contrat de société, en ce sens que le propriétaire fournit la jouissance de la terre, et le bétail; le métayer, son travail : les semences sont à moitié.

Contrat de louage, affirme Laurent (t. V).

Aubry et Rau (t. V, § 371, n° 2) font découler des dispositions de la loi de 1889, cette nature de contrat de louage. Cette thèse tire argument de la place que les articles 1163 et 1164 occupent dans le Code civil : ces derniers, en effet, sont compris dans le chapitre traitant du contrat de louage.

Marcadé (t. VI, sous l'article 1763) en fait un contrat innommé participant au louage et à la société.

L'assimilation du métayage à un contrat *sui generis*, tenant du bail à ferme, et du contrat de société, s'impose naturellement à l'esprit. Du bail à ferme, il tient la jouissance de la terre, et le paiement du prix. — De la société, l'apport en nature d'un associé; les apports en travail de l'autre. Mais cette comparaison ne peut être poursuivie

1. Il existerait, dit Méplain, entre propriétaire et colon, une société par faite pour l'exercice de l'industrie agricole mais cette société se trouverait liée par un contrat de louage non moins parfait, envers le propriétaire considéré non plus comme associé, mais comme bailleur d'héritage.

jusqu'au bout. Dans le métayage, le droit de suite n'existe pas, alors que nous le trouvons dans le bail à ferme. Le propriétaire n'est pas tenu des engagements contractés par le colon, contrairement aux articles 1856 à 1859 du Code civil¹.

Quoiqu'il en soit, il s'agit évidemment d'un contrat consensuel, commutatif, à titre onéreux, synallagmatique et de bonne foi.

21. La loi de 1899 met à la charge de l'exploitant du moteur les accidents survenus du fait de celui-ci. La loi du 15 décembre 1922 article 16, § 6, fait en cas d'accident reposer la responsabilité sur l'agriculteur propriétaire du fonds utilisant pour les besoins de son propre domaine, la machine qui lui appartient.

La même loi, aux termes de son article 6, déclare que si le propriétaire n'exploite pas lui-même, son métayer, ou tout autre exploitant, est seul responsable des indemnités d'accidents, vis-à-vis des victimes ou de leurs ayants droit.

La circulaire interministérielle du 28 septembre règle la contribution du propriétaire, au paiement des indemnités, en distinguant suivant que le métayer a ou n'a pas contracté une assurance. Une question se pose : en cas d'accident survenu du fait de l'emploi du moteur inanimé, appartenant au propriétaire du fonds, mais dirigé par le métayer qui en a la charge, doit-on invoquer simplement l'article 6 qui ne précise pas la nature des accidents auxquels il se rapporte, ou faut-il faire usage de l'article 16 spécialement édicté pour l'emploi de moteur inanimé, et, *suivant les règles posées par celui-ci*, reconnaître, que le moteur n'étant pas utilisé par son propriétaire, mais par un exploitant, les accidents causés seront régis par la loi de 1899 ?

1. Voyez Planiol et Ripert, t. X, p. 856, n° 866 et suiv.

A notre avis, la loi de 1922 ayant prévu dans un article spécial l'attribution de la responsabilité pour ce risque spécial, c'est à ce texte même qu'il faut se reporter, sans nous inquiéter de l'article 6.

On arrive à cette conclusion : En cas d'accidents dûs au moteur, le responsable de cet accident sera l'exploitant du moteur et par conséquent, le métayer, celui qui en a la garde, sa responsabilité sera régie par la loi de 1899.

Mais lorsque l'accident surviendra au cours des travaux de battage, sans pouvoir être attribué au fait direct de la machine, à son service ou à sa conduite, il faudra admettre qu'il sera régi par la loi de 1922.

Il est peut-être sans intérêt de rechercher quelle est la législation qui régentera les accidents causés aux membres de la famille de l'exploitant travaillant d'ordinaire avec lui : ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré. La loi de 1922 ne les protège pas : donc, ils tomberont sous le coup de celle de 1899, si l'accident est le fait du moteur, sinon, ils auront un recours, en vertu de l'art. 1384 du Code civil, contre le propriétaire ou gardien de la machine suivant que l'on admet la théorie du risque, créé ou celle de la garde.

Il est plus utile de rechercher en nous servant des données actuelles du droit français, quels devraient être les principes qui présideraient, ou qui attribueraient la responsabilité, et devraient guider le législateur dans la rédaction d'une loi nouvelle, mettant fin à toute contestation possible.

A l'heure actuelle, deux grandes théories s'affrontent la théorie du risque créé, et celle de la garde. Nous nous y sommes arrêtés plus longuement au début de cet ouvrage. Nous ne faisons qu'en rappeler les grands points.

La jurisprudence, qui a atteint son point culminant dans l'arrêt des Chambres réunies du 13 février 1930, pose ce principe que le propriétaire du moteur est responsable même s'il n'a commis aucune faute. De cet arrêt les partisans de la théorie du risque crée ont déduit que le propriétaire est responsable, parce qu'il est propriétaire; parce qu'il tire profit de l'objet, sa responsabilité est engagée précisément au moment où la garde de la chose lui échappe le conducteur de l'automobile, qui a perdu la maîtrise et la direction). Il est donc évident que sa responsabilité n'est pas basée sur l'obligation de garde.

A cela leurs adversaires et nous nous rallions à eux, répondent; il importe avant tout, de faire une discrimination entre la garde juridique et la garde matérielle, la détention de l'objet dangereux. Le conducteur qui a perdu la maîtrise et la direction de sa machine, en a évidemment perdu la garde matérielle, mais il n'est pas dépossédé de la garde juridique.

En l'espèce qui nous intéresse, il faudra donc rechercher qui est, du propriétaire ou du fermier, celui qui possède la garde juridique de la machine.

M. Demogue (*Traité des Obligations*, t. V, n° 1004), propose de rechercher le critérium dans l'idée de profit. Ce caractère, déclare M. Mazeaud, est plus économique que juridique, il ne doit pas être retenu¹.

Pour M. Ripert (note au *Dalloz*, 1925.1.5) l'application de l'article 1384 ne comporte pas l'analyse des rapports de commettant et de préposé. Il faut uniquement se demander si le propriétaire a la garde de la chose; la question de la détermination du gardien se ramène à une question

1. V. M. Mazeaud, *Revue de Droit civil*, 1925, p. 845.

d'intention. Il faut interpréter la volonté de celui qui a transmis, et de celui qui a reçu la chose.

La garde appartient donc à l'origine, au propriétaire de la chose. Il a seul, en effet, sur elle, un pouvoir juridique de direction. Mais l'obligation de garde peut, en dehors de toute transmission du propriétaire, changer de titulaire et cette transmission sera effectuée lors de la passation du contrat de métayage, à moins toutefois, comme nous le disions plus haut, que le propriétaire se réserve la direction de la machine. Dans ce cas, il conserve sa responsabilité.

CHAPITRE III

ENTR'AIDE MUTUELLE

22. Que l'exploitant du domaine en soit propriétaire ou détenteur à un titre quelconque, qu'il exécute les travaux avec son propre matériel ou fasse appel à celui d'un entrepreneur, d'un syndicat, d'une coopérative, à certaines époques de l'année, au moment des grands travaux de vendanges, de moissons qui dépassent de beaucoup son labeur habituel, il est rare qu'il ne fasse pas appel à une main-d'œuvre supplémentaire.

Il peut avoir pour ce faire recours à des manœuvres, ouvriers saisonniers, mais le plus souvent, à charge de revanche, des voisins viendront lui donner « un coup de main ».

Le plus souvent au moment des battages et des vendanges sous la direction d'un seul, deux ou trois familles se réunissent, travaillant, un jour pour l'une d'elles, le lendemain pour une autre, collaborant toutes à la même besogne « avec la même ardeur, chantant les mêmes refrains » (Rap. de M. Mirman) et clôturant ensemble les travaux par un repas digne de Pantagruel.

Ce bel exemple de solidarité n'est pas spécial à l'agriculture; mais il est fréquent surtout en agriculture.

23. En cas d'accident survenu à l'un des entr'aideurs, la responsabilité du propriétaire de la machine chez lequel on battait sera-t-elle entraînée ? Et en vertu de quel texte ?

L'application de la loi du 15 décembre 1922, nécessite-t-elle pour son application la formation d'un contrat de travail entre le propriétaire de la machine, et la victime ?

La disposition laconique de l'art. 1^{er} déclare la loi applicable « aux ouvriers, aux employés, et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne ».

Si l'on admet que la loi de 1922 repose sur les mêmes fondements que la législation de 1898¹, que le plus sérieux de ses fondements est le lien qui rattache l'obligation du patron de réparer les conséquences dommageables des accidents du travail au contrat de louage de services qu'il a conclu avec l'ouvrier employé, il faut admettre que l'obligation de réparation du patron est une contre-partie de la subordination de l'ouvrier.

Que faut-il entendre lorsqu'au paragraphe 6 de l'art. 8 ladite loi de 1929 déclare : « Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière est calculée sur le taux prévu au par. 3 du présent article, » c'est-à-dire au taux arrêté tous les deux ans, par le préfet, pour chaque département.

M. Sachet voyait dans ces ouvriers ceux dont le salaire n'aurait pas été précisé, lors de la formation du contrat de travail.

Quelque soit la valeur de cette explication, il faut bien la déclarer aujourd'hui insuffisante, et admettre que depuis

1. V. M. Rouast, note au D. 1930.1, p. 6. Sur la controverse à propos du contrat d'entreprise ou de travail unissant dans ce cas employeur et employé, voir :

Planiol, *Traité élémentaire du Droit civil*, 10^e éd., t. II, n^o 1827, 1899; Perreau, *Le contrat de travail*, rapport à l'association pour la protection légale des travailleurs, 1907; Saleilles, note au *Bull. Etudes législatives*, 1906; Cuche, Du rapport de dépendance, et éléments constitutifs du contrat de travail, *Revue critique*, 1913; Martini, *La notion du contrat de travail*, thèse, Paris, 1912; Capitant et Cuche, *Précis de législation industrielle*, n^o 140; *Rev. pr. acc. du travail*, n^o 62, supp. n^o 62 dep. juridique; Poitiers, 5 décembre 1923 D. P. 1924.2.73 et note Savatier sur le lien économique; Cass. civ., 24 avril 1925, D. P. 1927.1.141, note Taleimaigne sur la dépendance juridique.

la loi de 1926¹ les collaborateurs non salariés qui ne sont tenus par aucun contrat, sont garantis par cette législation.

D'après les travaux préparatoires, (Séance Sénat 2 février 1926, *J. O.*, 3 Déb. Parl., p. 100) nous voyons que le rapporteur a voulu rendre responsable de l'accident le cultivateur recevant « un coup de main ».

Pour détruire la théorie du contrat de travail, on a fait remarquer qu'il manquait au louage de services un élément essentiel; le salaire, que ces non-salariés, garantis par le risque professionnel, étaient les descendants de « toutes les personnes quelles qu'elles soient », occupées à la machine, dont nous entretenait la loi de 1899².

Une circulaire ministérielle a voulu trouver dans la réciprocité des services rendus l'élément salaire, et à défaut de réciprocité de services, une renonciation au salaire dans une libéralité.

A juste titre, on a répondu à cela qu'un contrat ne se soumettant pas aux règles propres du contrat qu'il simule était nul; qu'une vente; avec simulation de prix devait, pour être valable, être passée en la forme de la vente et qu'un contrat de travail qui n'aurait observé ni les conditions de formes, ni de fond de ce contrat, serait inexistant.

Il faut donc écarter l'hypothèse du contrat et accepter d'étendre le bénéfice de la législation sur le risque agricole aux victimes qui ne sont point liées par contrat au cultivateur qu'elles viennent aider.

1. V. texte au D. P. 1927, IX, 160, 161.

2. Sachet, t. III, n° 2278; Cabouat, *Traité des accidents du travail*, n° 310; Capitant et Cuche, *Précis élémentaire de législation industrielle*, n° 352; Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, n° 1137 et D. P. 1899, IV, 94 et note sur la loi.

24. Un arrêt de la cour d'Angers (12 décembre 1929 D. H. 1930, p. 91) fait une distinction.

« La responsabilité du maître de l'ouvrage, dans le cas d'entr'aide mutuelle, prêt de main-d'œuvre, (nous en parlerons tout à l'heure) coups de mains, sollicités ou simplement acceptés, n'a été mise à sa charge que s'il s'agit d'un petit exploitant non assujetti. Dans le cas où l'accident se produit dans une exploitation agricole assujettie, il y a lieu à appliquer les principes posés par la loi du 9 avril 1898. La charge d'indemnité appartient alors au chef d'entreprise, qui a loué le travail de l'ouvrier, même si l'accident est survenu au cours du travail exécuté pour le compte d'un autre entrepreneur à la disposition duquel cet ouvrier a été mis par son patron.

« Attendu qu'il est tout à fait inexact de prétendre que la loi du 30 avril 1926 modifiant celle du 15 décembre 1922 doit en toute circonstance avoir pour effet en cas d'entr'aide mutuelle, de mettre les accidents de travail à la charge exclusive du maître de l'ouvrage.

« Attendu en effet que le paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 15 décembre 1922, tel qu'il a été modifié par la loi du 30 avril 1926, vise exclusivement les petits exploitants et ne saurait s'appliquer aux exploitants agricoles¹.

Qu'il nous soit permis tout d'abord, de relever que l'exposé de ce jugement fait au Dalloz, semble confondre entr'aide mutuelle, et prêt de main-d'œuvre. Il s'agit bien en effet, de prêt de main-d'œuvre, quand il dit « que la charge incombe à celui qui a loué l'ouvrier, même si l'accident est survenu alors que l'ouvrier était au service d'un autre.

1. Voir la loi du 30 avril 1926, D. P. 1927.4.160; Répertoire pratique supp. Dalloz, Accidents du travail, n° 270, 7^e édition.

Quant à nous, nous tenons à nous borner pour l'instant à l'entr'aide mutuelle.

Y a-t-il lieu de faire une discrimination, et de déclarer que les collaborateurs occasionnels non salariés d'une modeste entreprise seront couverts par la loi de 1926 insérée dans la loi de 1922, tandis que les entr'aideurs bénévoles d'une entreprise importante dont les ouvriers bénéficient du risque professionnel, ne seront point garantis.

Une circulaire interministérielle du 28 septembre 1923 hésitait à étendre cette garantie à ces collaborateurs de quelques heures, ou de quelques jours, qui viennent, à charge de revanche, et sans salaire, donner un coup de main au personnel normal ». Elle craignait en se prononçant, pour l'extension, d'exposer le chef de l'entreprise à bien des surprises, soit en grevant encore son budget, en l'obligeant à assurer ces collaborateurs, occasionnels, soit en risquant de compromettre tout à fait son équilibre financier en faisant retomber sur lui des charges terribles, en cas d'accidents. A son avis, cet excès de protection menaçait en outre de détruire une excellente tradition des campagnes, « une tradition patriarcale¹ ».

En attendant que les tribunaux se soient prononcés, elle estimait qu'aucun lien n'existait entre le cultivateur assujetti, et ses collaborateurs bénévoles non assujettis.

Cette situation était paradoxale et injuste. Imaginons le coup de main donné à un cultivateur possédant des ouvriers à demeure (un assujetti), par un cultivateur plus modeste, non assujetti. En cas d'accident, cet entr'aideur ne sera pas protégé. Mais par contre, si son voisin s'avise de venir en personne lui rendre, par réciprocité, le même service, il sera, lui, garanti par la loi, en cas d'accident.

¹ 1. Surville, thèse, Toulouse 1908, *Les accidents de travail agricole*.

Appelé à se prononcer, la jurisprudence a hésité. Un arrêt de Poitiers, du 10 novembre 1926 (*Recueil pér.*, 1927, p. 69... a décidé qu'il n'y avait pas de contrat de travail unissant l'entr'aideur et l'entr'aidé, pas de texte établissant une responsabilité et par conséquent, pas de responsabilité de l'entr'aidé vis-à-vis de l'entr'aideur.

Un arrêt de la Cour de Rennes du 6 février 1929 (Le Menn c. Le Fol) déclarait :

« Que pour pouvoir bénéficier de la protection organisée par la loi de 1922 il est en effet indispensable que l'exploitant et son collaborateur soient unis par les liens d'un contrat de travail, contrat qui n'existe pas lorsque le collaborateur n'est pas salarié comme était le cas de Le Menn, le 6 août 1926.

« Que la convention d'entr'aide réciproque existant entre Le Fol et Le Menn, au moment où celui-ci a été accidenté est exclusive de tout contrat de travail, puisqu'il y manquait les deux éléments essentiels constitutifs du contrat : la rémunération du travail et le lien de subordination de l'employé au regard du patron.

« Que, d'autre part, l'accident dont Le Menn a été victime s'étant produit le 6 août 1926, à une date antérieure au 1^{er} 1^{er} novembre 1926, expiration du délai de 6 mois prévu par le législateur pour l'application de la loi, Le Menn ne pouvait en invoquer le bénéfice.

« Que la loi de 1926 n'est que, comme le soutient l'appelant, une loi interprétative de la loi de 1922; qu'en rendant la protection légale à toute une catégorie de manœuvriers qui jusqu'alors, n'étaient pas protégés, elle a un caractère modificatif, que les travaux préparatoires ne permettent pas le doute à ce sujet; qu'on lit, en effet, au *Journal officiel* du 3 février, au compte-rendu de la séance du Sénat du

2 février 1926, p. 102 première colonne *in fine*, le passage suivant :

« Le nouveau texte aurait en outre pour effet d'étendre la protection légale à tous les collaborateurs salariés ou non qui travailleront dans l'une des situations suivantes : entr'aide, services réciproques, coups de mains sollicités ou simplement acceptés ».

« Qu'ainsi donc se trouve clairement démontré le caractère modificatif de la loi.

« Considérant enfin que du fait que la loi de 1926 n'a organisé la protection des lois contre les accidents du travail au regard des exploitations familiales visées au paragraphe de l'article 1 on ne saurait, à défaut de texte précis, induire comme le voudrait l'appelant, que les exploitations ordinaires étaient soumises aux règles générales de la loi du 15 décembre 1922, aussi bien pour les collaborateurs non salariés, que pour les salariés¹ ».

Par contre, un second arrêt de Poitiers du 11 juillet 1928 S. 1928.2.142, reconnaissait à la réciprocité des services le caractère de salaire et y voyait une subordination de l'entr'aideur dans le fait d'exécuter spécialement tel travail, plutôt que tel autre, et dans telle et telle condition, au gré de l'entr'aidé. Il concluait en reconnaissant que le cultivateur est responsable des accidents qui peuvent survenir à un voisin travaillant chez lui à titre de collaborateur occasionnel non salarié.

En outre, la Cour de cassation était saisie d'un pourvoi contre l'arrêt de Rennes, qu'elle devait casser, déclarant que :

1. V. en ce sens, Instr. ministérielle 28 septembre 1923; Sachet, *Rec. sur les accidents du travail*, 7^e édition, t. III, p. 2291; Desarnaud, *Des accidents du travail agricole*, p. 83 et suiv.

« Si, à la vérité, l'existence d'un contrat de travail est en principe, la condition nécessaire de l'application tant de la loi du 15 décembre 1922, que de la loi du 9 avril 1898, il n'en est pas ainsi quand la loi elle-même, en dehors de tout contrat de louage de services, met directement à la charge de l'employeur ou de l'exploitant la responsabilité du risque professionnel¹.

« Attendu que l'alinéa 2 de l'art. 1^{er} de la loi du 15 décembre 1922 déclare non assujettis à cette loi « les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille, *même s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non* ».

« Que si les collaborateurs non salariés des exploitants obligatoirement assujettis n'étaient pas eux-mêmes protégés par la loi de 1922, dont la portée est générale, et qui s'applique « aux ouvriers occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient », il eût été inutile de viser les collaborateurs non salariés des petits exploitants non assujettis dans le texte de cet alinéa.

« Que d'autre part, si, avec raison, l'arrêt attaqué a déclaré la loi du 30 avril 1926 non applicable à l'accident litigieux survenu avant la mise en vigueur de la loi, l'assujettissement prononcé par celle-ci des petits exploitants de l'alinéa 2 ci-dessus « pour les collaborateurs... non salariés qu'ils emploient » implique que, déjà, par la loi du 15 décembre 1922, les assujettis obligatoires sont tenus de la responsabilité des accidents dont sont victimes leurs collaborateurs non salariés dans les cas visés par le nouveau texte.

« Qu'en refusant par suite, de faire bénéficier Le Menn

1. Une note de M. Rouast, D. P. 1930, p. 7 et au D. P. 1923, IV, démontre l'impossibilité de faire reposer la responsabilité du cultivateur sur un contrat.

des dispositions de la loi du 15 décembre 1922, l'arrêt attaqué a violé le texte ci-dessus visé ».

Par conséquent, l'interprétation de ces textes est tranchée : le cultivateur entr'aidé, assujetti ou non, le propriétaire de la machine est responsable de l'accident causé à son entr'aideur¹.

25. Il est normal que la responsabilité de l'accident incombe au propriétaire; et

1° Parce que l'accident est dû au fait de la machine, et que le propriétaire a la garde de la chose dangereuse²; à moins qu'il puisse prouver qu'il a transmis la garde juridique de sa machine;

2° Parce qu'il a le profit de l'opération : *ubi onus, ubi emonumenta*³;

3° Parce qu'il y a subordination entre le voisin et le propriétaire, chez lequel on bat.

Notons que si aucune loi n'était venue régir cette res-

1. V. Cassation, Ch. civ., 19 juillet 1929, *Rec. pér.*, 1929-321. La Cour suprême relève que le critérium adopté pour reconnaître la situation juridique de l'entr'aideur est non le salaire mais la subordination.

V. également sur cette même question la discussion au sujet des assurés facultatifs ou obligatoires, en assurances sociales. La Cour de cassation, Ch. civ., 3 août 1931, D. M. n° 107, p. 1. Conformément aux consultations données par MM. les professeurs Ripert et Roger Picard, la cour déclare « que la condition juridique d'un travailleur à l'égard de la personne pour laquelle il travaille ne saurait être *déterminée par la faiblesse ou la dépendance économique dudit travailleur et ne peut résulter que du contrat conclu entre les parties*; que la qualité de salarié implique nécessairement l'existence d'un lien juridique de subordination du travailleur à la personne qui l'emploie. »

Ainsi que le font remarquer MM. Mazeaud, *op. cit.*, p. 624, « nous sommes tous plus ou moins sous la dépendance économique les uns des autres. Le critère proposé est trop vague pour être adopté ce n'est pas un critère juridique. »

2. Dal. Jurisp. sur la garde. V. Cass. req., 3 juin 1904, D. 1907.1.177; Lyon, 23 juillet 1908, D. 1909.2.215. (Voir arrêt Bessières, 29 juillet 1924, D. P. 1925.1.5 et dissertation de M. Ripert; arrêt Jand'heur, Ch. civ., 21 février 1927, D. P. 1927.1.97 et dissertation de M. Ripert, Cass. Ch. réunies, 13 février 1930.)

3. A cet argument plus économique que juridique, nous préférons de beaucoup le premier. V. son exposé dans le traité de MM. Mazeaud, *op. cit.*, p. 226.

ponsabilité, en vertu de la jurisprudence actuelle, elle serait tombée sous le coup de l'art. 1384, toutes les fois que l'accident aurait eu pour cause un fait du moteur, et sous le coup de l'art. 1382, dans tous les autres cas¹. Mais la loi du 30 juin 1899 d'abord, puis celles du 15 décembre 1922 et du 30 avril 1926, l'ont mise à la charge de l'exploitant du moteur.

Il faudra même admettre que la responsabilité du cultivateur n'est point engagée, en cas d'accident survenant au passant qui donne son aide par courtoisie sans même parfois y être sollicité.

Aucun contrat de travail n'intervient ici, aucune réciprocité dans les services — simple condescendance de bon samaritain.

« L'assistance spontanée ne crée aucun lien de droit entre celui qui la donne et celui qui la reçoit ; elle n'impose jamais à l'exploitant la charge du risque professionnel » Cir. du 28 sept. 1923, précitée.

26. Quelle solution proposer lorsque la machine à battre n'est point la propriété du voisin obligé, mais celle d'un entrepreneur.

Si la victime a été blessée étant au service ou à la conduite du moteur, la loi de 1899 recevra son application et l'entrepreneur sera responsable.

Si la victime a été blessée au cours des opérations de battage, sans que son accident soit le fait de la conduite ou du service de la machine. Nous estimons pour des motifs qui seront exposés plus loin, au chapitre réservé à l'étude de la

1. V. Ch. civ., 27 février 1929 qui a appliqué l'art. 1384 § 1^{er} du Code civil dans un accident du travail survenu au Sénégal où la législation sur le risque professionnel ne s'applique pas. V. également sur cette question, note au S. 1927.1.132, 2^e espèce de M. H. Mazeaud et le traité sur la responsabilité civile, 1^{re} éd. de MM. Mazeaud, n^{os} 1124-1292.

responsabilité de l'entrepreneur, de retenir la responsabilité de celui-ci.

De même lorsque la machine agricole appartient à un syndicat ou à une coopérative, nous estimons ceux-ci responsables vis-à-vis de l'entr'aideur bénévole et nous exposons au Chapitre VI de cet ouvrage les motifs de notre choix.

CHAPITRE IV

PRET DE MAIN-D'ŒUVRE

26. Le prêt de main d'œuvre est une conséquence de l'entraide mutuelle en agriculture. Les propriétaires se prêtent réciproquement, animaux de trait et main-d'œuvre ouvrière. L'ouvrier prêté est, par son patron, entièrement mis à la disposition du cultivateur obligé, dont il reçoit et exécute les ordres.

27. Il est de jurisprudence constante que l'ouvrier prêté reste sous la responsabilité de son patron, bien que travaillant sous l'autorité et la direction de celui auquel il a été prêté.

Cette jurisprudence est solidement établie en ce qui concerne l'industrie et le commerce, où elle peut s'appuyer sur un argument très solide. En effet, l'ouvrier industriel ou l'employé de commerce sont soumis à la loi de 1898. Or, la responsabilité de cette loi, a-t-on soutenu, à tort ou à raison, est, avant d'être légale, basée sur le lien contractuel unissant le patron à l'ouvrier.

L'ouvrier s'est engagé à la solde d'un maître et passe au service d'un autre. C'est sur l'injonction de son patron, et, en exécutant le travail de son second employeur il exécute et il demeure sous les ordres de son maître. C'est donc le premier commettant qui doit rester responsable de l'acci-

dent, même si les ordres de détail en vue de l'exécution de l'ouvrage et si le bénéfice du travail lui échappent.

28. Peut-on nous opposer ce raisonnement et soutenir que, dans l'espèce qui nous occupe ouvrier délégué par son patron, pour participer au battage de son voisin, demeure sous la responsabilité de son employeur primitif, et devra, en cas d'accident, se retourner contre lui ?

Nous ne le pensons pas.

Parce que la responsabilité de la loi de 1922 ne se base pas sur un contrat; nous l'avons vu plus haut, comme celle de la loi de 1898.

Parce que dans l'industrie et le commerce, le patron prête l'ouvrier pour exécuter un travail similaire à celui qui l'occupe à son service. Dans le prêt de main-d'œuvre, agricole, et surtout quand il s'agit de prendre part aux travaux exécutés par un moteur inanimé, le travail est infiniment plus dangereux, et les ouvriers des fermes n'y sont point rompus.

En outre, la loi de 1899 a mis à la charge de l'entrepreneur de battage, les accidents survenus aux personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de la machine.

Et la jurisprudence a admis¹ que l'ouvrier prêté par son patron à un entrepreneur et blessé avait une action non point contre son patron, mais contre l'entrepreneur.

La loi de 1922 ayant mis à la charge du propriétaire les accidents occasionnés par son moteur, il faut parallèlement reconnaître dans ce cas à l'ouvrier prêté une action non plus contre son premier employeur, mais contre le cultivateur propriétaire de la machine, et pour le compte duquel il battait.

1. Paris, 27 octobre 1930.

Cette solution nous semble, du reste, plus logique; elle continue à faire peser la responsabilité sur celui qui a la direction et le bénéfice de l'ouvrage ainsi que la garde de la chose¹.

29. Lorsqu'un exploitant aura mis un de ses ouvriers à la disposition d'un autre agriculteur, la question de savoir lequel des deux sera responsable vis-à-vis de l'accidenté, devra être résolue de la même façon que lorsqu'il s'agit de l'application de la loi du 9 avril 1898. (R. P. V^o Acc. du travail, n^o 241).

Mais une difficulté pourra se poser si l'exploitant agricole prête l'ouvrier à des patrons assujettis à des lois autres que la présente. La solution de ce conflit est dans les instructions ministérielles du 28 septembre 1923, p. 707-712.

1^o L'ouvrier traite avec un nouveau patron — l'ancien est dégagé.

2^o L'ouvrier continue d'être lié à l'exploitant qui le prête en vertu d'un accord. Si tous les deux sont assujettis, c'est le premier qui continue à être responsable. La Cour de cassation est formelle en ce sens.

3^o. Le patron a prêté à un exploitant d'un autre ordre l'ouvrier. Le nouveau patron est-il responsable en vertu de la loi qui le régit.

« Il l'est, si l'exploitant prêteur est un agriculteur exempt de la responsabilité en vertu de l'art. 1^{er} § 2 (de la loi de 1922), mais si l'exploitant prêteur est assujetti à la présente loi, il semble bien qu'il reste responsable après le prêt ».

Telle serait donc la responsabilité du cultivateur propriétaire.

1. Voir *contra* : note au D. H. 1923, IV, 308, par. 37.

taire de la machine agricole vis-à-vis des ouvriers prêtés par des voisins.

Lorsque la machine agricole n'appartient pas à l'exploitant de la ferme où ont lieu les travaux mais est la propriété d'un entrepreneur de battage, l'accident survenant sera à la charge de l'entrepreneur aux termes et dans les conditions de la loi de 1899, c'est-à-dire s'il est occupé à la conduite et au service de la machine. S'il n'est point occupé à « la conduite et au service » nous avons vu que la discussion reste ouverte, que la jurisprudence hésite. Nous proposons, au chapitre étudiant la responsabilité de l'entrepreneur, de retenir dans tous les cas la responsabilité de celui-ci dans les termes de la loi de 1922.

Pour l'étude de la responsabilité, lorsque la machine agricole appartiendra à un syndicat ou à une coopérative nous renvoyons aux solutions proposées au chapitre VI.

CHAPITRE V

RESPONSABILITE

DE L'ENTREPRENEUR DE BATTAGE

30. L'achat du matériel important nécessaire au battage, est en général trop onéreux, pour les cultivateurs de notre pays, où les vastes exploitations agricoles sont rares; l'emploi de ce matériel nécessite en outre une main-d'œuvre spécialisée ou une connaissance technique ignorée de nos paysans. Pratiquement, donc, dans la majorité des cas, les cultivateurs traitent avec un entrepreneur qui possède moteur et batteuse, engage des ouvriers spécialisés et va de ferme en ferme, effectuer les batteries.

L'entreprise de battage est une entreprise agricole. La jurisprudence l'a maintes fois admis¹.

Parfois aussi elle s'est montrée plus sévère et a jugé que l'exploitant d'une batteuse qui va de ferme en ferme battre, moyennant une rémunération, se livre à une entreprise commerciale².

D'autres décisions ont admis que cet entrepreneur ne pouvait être considéré comme agricole, que lorsque l'accident était dû au fait du moteur inanimé³.

1. Voyez Cass., 1^{er} juin 1923, *Rec. ass.*, 1924-430; 24 mars 1925, *Gaz. Pal.*, 2-126, 30 novembre 1927, *Gaz. Pal.*, 1928.1.165; Amiens, 16 octobre 1931, D. M. n° 109.

2. Voyez Limoges, 25 avril 1929, *Gaz. trib.*, 9 octobre 1921; Aix, 7 décembre 1921, *Gaz. Pal.*, T. G. 1920-25, Responsabilité civile, 1^o, 1796.

3. Cass., 16 décembre 1913, *Gaz. Pal.*, 1914.1.362; Sirey, 1916.1.103, 21 février 1921, *Gaz. Pal.*, 1921.1.526, *Rec. assur.*, 1921-253.

Par conséquent, cette jurisprudence a refusé de reconnaître l'application du risque professionnel par exemple : à une chute de l'ouvrier au cours du transport du matériel. Ce transport était cependant effectué directement en vue de l'exécution du travail agricole.

Mais dans un arrêt du 21 février 1921, la Cour de cassation a estimé que cet entrepreneur était agriculteur, et comme tel, soumis à la loi de 1899, toutes les fois qu'il effectuait les opérations de battage, même si cumulant les fonctions il possédait une autre industrie, étant évidemment soumis à la loi de 1898 en ce qui concerne ce risque industriel.

La jurisprudence considère comme entrepreneur de battage, le cultivateur qui va, avec ses machines, battre la récolte de son voisin. (Voyez Cass. 21 février 1921, précitée.)

Or l'entrepreneur, aux termes de la loi de 1899, est responsable de tous les accidents survenant à toutes personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite et au service de la machine.

Les lois de 1922 et 1926, sont venues restreindre considérablement le domaine d'application de la loi de 1899. Elles ne l'ont cependant pas abrogée¹.

Cette loi continue à régir les accidents agricoles lorsque la batteuse appartient à l'entrepreneur et que ces accidents sont uniquement les faits du moteur.

Nous avons vu plus haut, qu'en 1922, le législateur a estimé que le maintien de la loi de 1899 était nécessaire pour assurer la protection du cultivateur, du chef d'exploitation, non assujetti, et de ses aides². (Voyez *Instruction*

1. Rouen, 28 janvier 1928, *Rec. Rouen et Caen*, 1928.1.69; Rouen, 22 mai 1928, *Rec. Rouen et Caen* 1-173.

2. Cb. I p. 3.

ministérielle, 28 septembre 1923; *Rec. de Documents relatifs* à l'application de la loi du 15 décembre 1922, Ed. Berger (Levrault) et que la loi extensible de 1926 n'avait pas cru devoir abroger ce texte.

31. Pratiquement, l'entrepreneur de battage met au service des cultivateurs, en même temps que la machine, des ouvriers mécaniciens, qui en assurent le fonctionnement et le cultivateur chez lequel on bat aide à l'opération entouré de ses ouvriers et au besoin de ses amis, de ses voisins et de leur personnel.

Déclarons tout de suite, que ces opérations dont il s'est chargé, moyennant un salaire, ne sauraient constituer un travail en commun¹.

L'entrepreneur sera donc responsable de tout accident survenu à toute personne occupée au service ou à la conduite de la machine. Il est évident que, faisant exception aux principes généraux qui gouvernent notre législation industrielle, la responsabilité de la loi du 30 juin 1899 ne repose nullement sur le contrat qui lie le patron à l'ouvrier².

Un point est certain. Le blessé au service de la machine a un recours, loi de 1899, contre l'entrepreneur. La loi est formelle, et la jurisprudence ne l'est pas moins³.

La Cour de Riom explique que celui qui a la garde et la manœuvre du moteur, doit en assumer les risques, et être, à l'exclusion de l'agriculteur, responsable des accidents, Il ne serait pas équitable de faire supporter à l'agriculteur de pareils dommages qu'il est parfois dans l'impossibilité

1. Rouen, 22 mai 1928, précité.

2. Voyez J. O., Débats parlementaires, rapport Mirmann.

3. Cass. req., 30 juillet 1929, *Gaz. Pal.*, 2-669; Toulouse, 9 juin 1927, *Gaz. Pal.*, 2-434, et la note 23 mars 1928, *Gaz. Pal.*, 2-444; Trib. civ. Lyon, 2 mai 1929, 2-633; Cass. req., 14 novembre 1928, *Gaz. Pal.*, 1-51; 17 juin 1929, *Gaz. Pal.*, 2-382 et la note, Dijon, 2 juillet 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.633; 25 juin 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.383, *Revue algérienne* 1929-153.

de prévoir et d'empêcher, puisque la machine échappe à sa direction, nous ajouterons, à sa compétence.

La responsabilité mise ainsi, par cette loi, à la charge de l'entrepreneur, est, déclare la Cour de cassation¹ plus étendue et plus restreinte que celle mise à la charge de l'employeur, par la loi de 1898 plus étendue, car elle protège toute personne quelle qu'elle soit, occupée au service de la machine, sans distinguer si elle a été ou non embauchée par le maître de l'ouvrage, si elle est ou non salariée par lui; plus restreinte aussi, car il faut que cette victime soit occupée au service ou à la conduite du moteur.

32. Que faut-il entendre, par service ou conduite? La Cour de Caen² nous dit : « Que la victime qui n'est pas blessée par un organe peut encore se placer sous la protection de cette loi, si son accident a été causé d'une manière certaine, par son fonctionnement. » Dans le même sens³, Rennes affirme « qu'il suffit que la proximité de cette machine rende le travail plus dangereux, plus difficile, oblige l'ouvrier à mettre ses mouvements en harmonie, avec le moteur et l'astreigne à un effort qui en tout autre lieu, n'aurait présenté pour lui ni aucun danger, ni aucun risque. » Le travail de l'engraineur consistant à exhausser au-dessus de sa tête les gerbes, est intimement lié à la marche de la batteuse, relation directe de cause à effet entre l'accident et le fonctionnement du moteur d'où application de la loi de 1899⁴.

Plus sévère, la même Cour de Grenoble, 9 mars 1926,

1. 17 juin 1929. *Gaz. Pal.*, 1929.2.382.

2. 18 octobre 1926, *Rec. Caen*, 149.

3. Rennes, 21 mars 1927, *Rec. Rennes* 1927-196.

4. Voyez Sachet, 7^e éd., t. III, n° 2278, p. 210; Poitiers, 13 mai 1912, *Gaz. Pal.*, 1912.2.241; Lyon, 28 décembre 1912, *Gaz. Pal.*, 1-341; Caen, 7 mai 1913, *Gaz. Pal.*, 1913.2.161 Poitiers, 18 mars 1918 *Gaz. Pal.*, 1918 à 1919.1.289, 22 octobre 1924, *Gaz. Pal.*, 252-571.

Journal, 1926, 83, a estimé que l'ouvrier placé sur la machine, occupé à couper le lien des gerbes, et blessé avec son couteau par suite du jet inopportun de gerbes par un autre ouvrier, ne peut être considéré comme blessé au service de la machine.

Cette décision nous semble inexacte. Il est bien évident que les mouvements de cet ouvrier étaient en synchronisation avec le battement du moteur, que son activité décuplée tendait, en un temps minimum « travaillant vite/pour travailler économiquement » à déplier les gerbes pour les glisser sur la plate-forme, d'où on les éparpillait, sur la machine; la trépidation de l'endroit où il se trouvait placé rendait en outre ses mouvements maladroits¹.

Le Tribunal de Melun, 25 mars 1929, a voulu voir la base de la responsabilité dans le droit de donner au préposé des ordres et des instructions sur la manière de remplir ses fonctions ou de faire le travail. Sans lien de subordination ou de dépendance, il n'y a pas à faire l'application de la loi de 1899².

Une décision de Dijon, 2 juillet 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.633, soutient la même doctrine. Il s'agissait en l'espèce d'un ouvrier chargé par son patron d'enlever le bois scié par une scie mécanique. Cette Cour a estimé qu'en l'absence de lien de subordination avec l'entrepreneur de débitage de bois, l'ouvrier pouvait simplement invoquer contre son patron la loi de 1898, qui continue à le garantir, même lorsque celui-ci l'a employé à des travaux intéressants la marche

1. Voyez Cass., 15 décembre 1913, *Gaz. Pal.*, 1914.1.160; Sir., 1916.1.103; 21 février 1921 et la note précitée, 3 août 1927, Sir., 1927.1.351; 30 novembre 1927, *Gaz. Pal.*, 1928.1.163 et la note; Lyon, 24 novembre 1926, *Mon. jud. Lyon*, 21 octobre 1927, Paris, 18 juillet 1927, *Mon. juge de paix*; 1927-336, qui admet que l'accident ne tombe pas sous le coup de la loi de 1899, que s'il est dû à l'emploi du moteur.

2. Cass. Chambre civile, 15 juin 1926, 18 juin 1928; Dijon, 30 octobre.

d'une machine agricole mue par moteur inanimé appartenant à des tiers.

Le jugement de Melun du 25 mars 1929, déclare qu'en l'absence de lien juridique, le blessé trouve la source de son droit à réparation dans l'article 1382 — il dirait aujourd'hui 1384, du Code civil. La responsabilité est alors basée sur l'obligation de garde qui incombe au propriétaire, à l'usager, au détenteur du moteur inanimé¹.

Nous avons vu plus haut, que les termes généraux de l'article premier de la loi du 15 décembre 1922, ont étendu le risque professionnel à l'agriculture tout entière. A ce titre, l'entreprise de battage étant une entreprise agricole, il est bien évident que la législation de la loi de 1922, va s'y rapporter. Or, la loi de 1922 n'ayant nullement abrogé celle de 1899, ces deux textes vont chevaucher et s'appliquer alternativement selon les circonstances de l'accident. Cependant, pour pouvoir bénéficier de cette législation de 1922, la Cour de Rennes, 31 mars 1927, Rec. Rennes 1927, 196; a voulu que l'entrepreneur de battage soit un agriculteur de profession, tirant ses ressources de l'agriculture, et n'admettant pas cette application au profit de celui qui tire exclusivement ses ressources de la location des machines à battre aux particuliers.

La Cour de cassation a cependant admis, dans un arrêt relaté plus haut, 21 mai 1921, la théorie en sens contraire; nous l'avons exposée.

Sans faire allusion à ces distinctions dans des espèces qui peut-être ne le permettaient pas, la jurisprudence²

1. Sur ce point, voir dissertation de H. Lalou, D. P. 1922.2.137; Bourges, 7 février 1895, D. P. 1900.2.289.

2. Voy. Toulouse, 23 mars 1928, *Gaz. Pal.*, 1928.2.244; Poitiers, 6 novembre 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.954; Paris, 18 juillet 1927, *Mon. justice de paix*, 1927-336.

a volontiers admis que les accidents occasionnés par le moteur en marche, étaient régis par la loi de 1899, réservant à la garantie de la loi de 1922 les accidents survenus en dehors du moteur, ou lorsque celui-ci était arrêté. La machine en ce moment n'offrait pas plus de danger que si elle avait été mue par un moteur animé.

En fin de compte, l'ouvrier du batteur sera toujours garanti, seulement il ne le sera pas en vertu de la même loi, et c'est peut-être dommage. Mais pour lui, il lui sera toujours possible de se faire indemniser, sans avoir à baser sa demande sur les articles 1382 et suivants du Code civil.

Nous avons vu que l'entrepreneur n'effectue pas seul avec ses machines et son personnel, les travaux de battage; le cultivateur chez lequel on bat, ses ouvriers, ses voisins et leur personnel lui prêtent leur concours. Dans tous les cas, la responsabilité du batteur sera-t-elle engagée quelle que soit la victime ?

33. Lorsque la victime était employée au service de la machine, la question ne se pose pas : la loi de 1899 l'ayant résolue. Quand l'accident se produit dans le rayon d'action de la machine, au cours des opérations, nous avons vu comment la jurisprudence s'était prononcée. Elle retient sa responsabilité en vertu de la même loi de 1899. Mais lorsque l'accident se produit dans un rayon plus éloigné, à l'occasion seulement du battage, la doctrine et la jurisprudence hésitent. Lorsqu'il s'agit du cultivateur lui-même, de l'un de ses ouvriers, de l'entr'aideur bénévole, ou de la main-d'œuvre prêtée, on a voulu retenir la responsabilité du batteur en vertu de la loi de 1922.

34. Nous croyons, quant à nous, que tous les accidents occasionnés au cours des travaux nécessaires au battage

sont à la charge de la seule responsabilité de l'entrepreneur :

- 1^o Parce qu'il a la garde de la batteuse;
- 2^o Parce qu'il est le maître de l'ouvrage;
- 3^o Parce qu'il est le principal bénéficiaire de l'ouvrage;
- 4^o Parce qu'il est atteint par la législation de 1922.

Seule jusqu'au jour où la législation sera sur ce point unifiée, la base de la responsabilité variera entre les lois de 1899 et 1922.

CHAPITRE VI

RESPONSABILITE ENGAGEE LORSQUE LE MOTEUR APPARTIENT A UN SYNDICAT OU A UNE COOPERATIVE DE BATTAGE.

35. Pour permettre l'utilisation en commun du matériel de battage dont le coût grèverait trop lourdement leur patrimoine, et dont l'utilisation serait trop limitée — leurs exploitations étant restreintes, — les cultivateurs se sont groupés sous la forme syndicale et coopérative *Viribus unitis* selon la devise des « Agriculteurs de France ».

36. La loi du 30 avril 1926 a étendu la garantie de la loi du 15 décembre 1922 aux accidents occasionnés par l'emploi, en agriculture, de moteurs inanimés appartenant au syndicat ou coopérative de battage.

Sur ce point donc, la loi du 30 juin 1899 semble bien implicitement abrogée et il n'y a pas lieu de faire état de la jurisprudence du Tribunal civil de Melles (2 juin 1931) qui fait une discrimination entre les accidents causés par les moteurs en mouvement et les moteurs au repos (moteurs appartenant dans les deux cas à un syndicat ou à une coopérative) applique la loi de 1899 au règlement du premier, réservant celle de 1922 au règlement des seconds¹.

Il nous paraît donc hors de discussion que toutes les fois que le moteur est la propriété du cultivateur qui en

1. Novembre 1905, D. 1907.1.257.

fait usage ou d'un syndicat ou coopérative, la victime se trouve protégée par la loi du 15 décembre 1922.

37. Lorsque la batteuse est en mouvement, lorsque l'accident se produit, qui en est victime ? Qui doit sa garantie ? Qui est responsable ?

Ainsi que nous le disions plus haut, dans tous les cas que nous allons envisager, la théorie du risque professionnel est admise, — le législateur ayant « accompli cet acte de justice » que réclamait de lui M. Sagot, directeur de la Caisse syndicale d'assurances mutuelles des Agriculteurs de France en juin 1904 au Congrès d'Arras, — les ouvriers agricoles, quels qu'ils soient, sont protégés.

La faute de l'ouvrier qui en dépit d'un ordre de l'entrepreneur de battage exécute un travail dangereux et se fait broyer par la machine, ne met pas obstacle à l'application de la loi. (Grenoble 3 mars 1905, *D.* 7, 2, 194, Cass. 29.)

Pratiquement, les choses se passent ainsi : le syndicat (nous nous bornerons à le citer seul dans la suite de cette étude, la coopérative occupant toujours la même position que lui) qui est propriétaire de la batteuse et de son moteur, choisit deux ouvriers spécialistes, chauffeur et engraineur, pour leur confier la direction de la machine et l'exécution des travaux chez les agriculteurs syndiqués.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ceux-ci peuvent être blessés par un organe du moteur, il est bien évident qu'ils doivent se retourner contre leur propre employeur et non contre le cultivateur pour lequel ils battent, et faire jouer la garantie de la loi de 1922.

S'ils viennent à être blessés, lorsque le moteur est arrêté, au cours du transport de la machine par exemple, la solution n'est pas différente.

En cas d'accident survenu au cours du battage à un membre du syndicat.

Le Tribunal civil de Morlaix dans un jugement du 26 mars 1931 (Coqui c. Rumeurs et Caisse régionale, D. M. n° 95) a prétendu que la loi sur les accidents du travail n'est opposable à un syndicat de battage que lorsque l'accidenté est membre du syndicat¹.

1. « *La loi sur les accidents du travail n'est opposable à un Syndicat de Battage que lorsque l'accidenté est membre du dit Syndicat.*

« Ainsi en a décidé le Tribunal civil de Morlaix dans le jugement ci-dessous.

« A la suite de l'explosion d'un bidon d'essence, qui devait servir à la mise en marche du matériel de battage appartenant au Syndicat de Battage de Saint-Thégonnec, le sieur Coquil Jean fut grièvement brûlé.

« Bien que ce dernier fut le fils de Coquil Louis, exploitant de la ferme de Mezménez, et lui-même membre du Syndicat de Battage, le Tribunal a décidé que le dit Syndicat ne saurait être tenu d'indemniser le blessé en vertu de la loi sur les accidents du travail.

« Le cas posé par cette décision est intéressant et donnera sans doute lieu à controverses.

TRIBUNAL CIVIL DE MORLAIX DU 26 MARS 1931
COQUIL C/ RUMEUR ET CAISSE RÉGIONALE (INEDIT)

Attendu que le 21 août 1929, au village de Mez-Ménez, en la commune de Saint-Thégonnec, Coquil Jean-François a été victime d'un accident grave.

Attendu que le demandeur prétend que cet accident s'est produit à l'occasion des préparatifs de mise en marche d'un moteur appartenant aux consorts Rumeur entrepreneurs de battage, assurés à la Caisse Régionale de Bretagne, et que par suite la loi du 30 juin 1899 est applicable en l'espèce.

Attendu que Coquil conclut en conséquence à la condamnation des défendeurs au paiement de la rente annuelle et viagère correspond à son incapacité de travail qui sera déterminée par une expertise médicale.

Attendu que c'est avec raison que les consorts Rumeur et la Caisse Régionale de Bretagne résistent à cette demande et soutiennent qu'il ne s'agit pas d'un accident du travail aux termes de la loi du 30 juin 1899, qu'en effet si cette loi prévoit la responsabilité d'un entrepreneur de battage par moteur inanimé, pour les accidents occasionnés aux personnes travaillant à l'entreprise, encore faut-il qu'il s'agisse bien d'une entreprise proprement dite, qu'il n'en est plus de même quand il s'agit d'un Syndicat de Battage qui n'est assujéti qu'envers ses employés salariés.

Attendu qu'il résulte tant de l'enquête à laquelle il a été procédé après l'accident, que de la comparution personnelle des parties à la barre du tribunal, qu'au moment où il a été blessé, Coquil n'était pas au service des consorts Rumeur, ni au service du Syndicat de Battage, qu'il se trouvait dans l'aire à battre de son père et occupé à placer un moteur en vue du battage de la récolte le lendemain, qu'il ne peut être contesté que Rumeur père, est président de ce Syndicat de Battage qui a été régulièrement constitué, que Coquil père est également membre de ce Syndicat, qu'il s'ensuit que son

Cette théorie ne peut être admise : il est d'abord évident que le syndicat est responsable de tous les accidents survenus à ses propres ouvriers qui, eux, ne sont point membres syndiqués — et responsable en vertu de la loi de 1922, en sa qualité d'agriculteur.

Mais en l'espèce, il ne s'agissait ni de l'ouvrier du syndicat, ni d'un membre du syndicat, mais d'un cousin de l'agriculteur syndiqué prêtant son aide bénévole au battage. Ce jugement pose la question d'entr'aide mutuelle; nous y reviendrons plus loin.

fiis, n'étant pas lié à ce Syndicat par aucun contrat de travail, ne peut se prévaloir des dispositions de la loi du 30 juin 1899.

Attendu que si les conditions exactes dans lesquelles Coquil a été blessé grièvement n'ont pas été nettement déterminées, elles permettent cependant d'affirmer qu'à ce moment *il n'était pas salarié* par le dit Syndicat de Battage et qu'il travaillait pour le compte de son père.

Attendu que l'argument tiré de ce que Rumeur est propriétaire du moteur et qu'il perçoit une indemnité de battage, ne saurait faire écarter l'existence d'un Syndicat régulièrement constitué, car le fait qu'un membre du Syndicat est propriétaire du matériel justifie au contraire le paiement d'une indemnité en dehors des autres conventions particulières concernant notamment le personnel non salarié par le dit Syndicat et qui demeure à la charge du cultivateur chez qui l'on travaille.

Attendu que le fait par Rumeur d'être assuré contre les accidents ne prouve pas davantage que sa responsabilité est engagée en l'espèce, car il n'est pas douteux que Rumeur pouvait avoir intérêt à s'assurer contre certains risques, notamment au cas où il aurait eu, personnellement, à son service, des ouvriers rétribués par lui, ou encore, dans le cas où il aurait travaillé comme entrepreneur de battage, chez des cultivateurs ne faisant pas partie du Syndicat.

Attendu que, dans ces conditions, les consorts Rumeur ne peuvent être rendus responsables de cet accident aux termes de la loi sur les accidents du travail.

Attendu que le Tribunal ne saurait pas davantage faire droit en l'état aux conclusions subsidiaires de Coquil tendant à obtenir des défendeurs des dommages-intérêts au cas où la loi du 30 juin 1899 serait déclarée inapplicable, qu'en effet une action ainsi formée et basée sur les articles 1382 et suivants du Code civil doit être considérée comme une demande nouvelle et ne peut être engagée au cours d'une procédure, basée sur la loi des accidents du travail.

Par ces motifs,

Dit que la loi sur les accidents du travail n'est pas applicable à l'accident dont Coquil a été victime le 21 août 1929 et qu'aucune réparation n'est due de ce chef au demandeur.

Dit que la demande subsidiaire de Coquil basée sur les articles 1382 et suivants du Code civil est irrecevable en l'état.

Déboute en conséquence Coquil de toutes ses demandes, fins et conclusions, et le condamne aux dépens.

Pour l'instant retenons simplement qu'il accorde au cultivateur syndiqué, blessé au cours des opérations de battage, le bénéfice de la loi de 1922. Donc, il fait du cultivateur collaborant au battage de son propre grain, le préposé, l'ouvrier du syndicat, l'assimilant à un simple ouvrier agricole dont il faudra prendre le salaire pour servir de base au calcul de la rente. (Cass. req., 5 nov. 1930, S. 31. 1.267¹).

Cette jurisprudence est bien d'accord avec la réalité des faits. Au moment du battage, le propriétaire de la ferme n'est plus qu'un manœuvre exécutant les ordres des techniciens préposés du syndicat. En protégeant le dit propriétaire, elle est également d'accord avec l'esprit de la loi de 1899, qui accordait sa garantie aux ouvriers quels qu'ils soient — à l'esprit de son rapporteur M. Mirman (Ch. Dép. séance 8 juin 1899, *J. O.* du 9, *Déb. parl.* p. 1595) qui nous peint les travailleurs : patrons, ouvriers, voisins, s'exposant aux mêmes risques « en chantant les mêmes refrains » et partant ayant droit aux mêmes garanties.

Rien cependant n'indique que le législateur de 1922 ait entendu faire sien ce point de vue, et si le Tribunal de Melle a cru devoir restreindre l'étendue de la loi de 1922 en ce qui concerne le parent du syndiqué, il eût pu également placer sous le signe de l'article 1384 le syndiqué lui-même.

Celui-ci est-il, dans l'exécution du travail, un préposé du syndicat ou un simple collaborateur accidentel ? Distinction purement théorique, la jurisprudence considérant le collaborateur accidentel comme salarié.

1. V. également : Le cultivateur propriétaire de la récolte battue a été blessé par la machine appartenant à un entrepreneur est couvert par la loi de 1899, le propriétaire de la batteuse devant prendre toutes les précautions pour éviter les accidents. *G. P.*, 476, tables 25, 30; Trib. civ. Nevers, 11 juin 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.254.

Dans la majorité des cas, la victime sera soit : a) un ouvrier du cultivateur chez lequel on bat, soit b) l'ouvrier d'un voisin prêté bénévolement par son employeur habituel, soit c) le voisin lui-même venu donner un « coup de main ».

1^o L'ouvrier blessé est un ouvrier du cultivateur chez lequel opère le Syndicat. Y a-t-il prêt de main-d'œuvre ?

38. Nous nous excusons de reprendre l'étude de l'entr'aide mutuelle et du prêt de main-d'œuvre qui a fait l'objet de chapitres spéciaux. Aux dits chapitres nous avons envisagé ces questions sous un angle plus général. Au risque de nous répéter et de nous voir reprocher l'imprécision de notre plan, pour laisser à cette étude toute son ampleur nous avons étudié à nouveau la garantie offerte à l'entr'aideur bénévole et à l'ouvrier prêté, lorsque le matériel de battage appartient à un syndicat ou à une coopérative.

L'ouvrier agricole est protégé par la loi de 1922 quelle que soit la nature de l'accident pouvant lui survenir.

Dans l'espèce qui nous intéresse, contre qui va-t-il la faire jouer ? Contre son patron ou contre le syndicat ?

Aux termes de la loi c'est le « chef d'entreprise » qui est responsable, mais pour quelle entreprise travaillait-il au moment où une courroie du moteur l'a happé au passage ? Pour l'entreprise agricole de son patron, le cultivateur ou fermier, ou pour l'entreprise agricole du syndicat ?

Ces deux thèses ont leurs arguments que nous allons tenter d'exposer brièvement.

a) *Responsabilité du cultivateur.*— La loi de 1922 étendant le risque professionnel à l'agriculture, donne à l'ouvrier un recours contre le chef d'entreprise. La législation sur les accidents du travail ayant pour but de faciliter le plus possible le recours de l'ouvrier, on peut soutenir que le chef

d'entreprise dont il s'agit est dans tous les cas le même, son patron habituel.

Au moment de l'accident, il travaillait bien pour le compte de celui-ci, qui bénéficiait de son activité. Il était toujours à sa solde, exécutant purement et simplement le contrat de travail passé entre eux. Sans doute le moteur qui l'a blessé n'appartient pas au cultivateur, mais en cas d'accident survenu du fait d'un tiers, au cours de son travail, l'ouvrier industriel fait jouer contre son patron la loi de 1898 sans préjudice de son action en dommages-intérêts contre le tiers responsable.

Ainsi on pourrait admettre que l'ouvrier agricole peut se retourner en vertu de la loi de 1922 contre son patron habituel, quitte à celui-ci, après avoir exécuté la garantie légale qu'il doit, se retourner contre le syndicat dont les faits de la cause prouvent la responsabilité pour obtenir le remboursement des sommes versées — recours parallèle à l'article 7 de la loi de 1898 — auquel cependant l'ouvrier agricole, indemnisé forfaitairement sur les bases de la loi de 1922, ne pourra joindre une demande additionnelle pour *pretium doloris* ou autres dommages et intérêts, la responsabilité du syndicat étant également basée sur la même loi de 1922.

Cette théorie fait une différence entre la garantie et la responsabilité.

b) *Responsabilité du syndicat de battage*. — Mais il faut bien reconnaître que la loi est³ ambiguë et laconique : (loi 1922, art. 16, § 5) « A partir de la même date, les dispositions de la loi du 30 juin 1899 ne s'appliquent plus aux accidents causés par des moteurs inanimés toutes les fois que ceux-ci sont utilisés pour les besoins de leur exploitation par les agriculteurs auxquels ils appartiennent et qui

sont eux-mêmes assujettis à la présente loi » (Loi du 30 juin 1926) : « Il en est de même pour les syndicats et coopératives de battage auxquels s'applique la loi de 1922 ».

Et d'abord les syndicats et coopératives de battage ne possèdent point d'exploitation. Il faut donc lire ainsi : « A partir de la même date, les dispositions de la loi du 30 juin 1899 ne s'appliquent pas aux accidents causés par les moteurs inanimés, aux syndicats et coopératives de battage auxquels s'applique la loi du 15 décembre 1922. »

Il n'est pas insensé de vouloir soutenir que par analogie à la loi de 1899 qui n'est pas abrogée, le législateur a entendu rendre responsable des accidents « l'exploitant du moteur » et ce non seulement pour les accidents survenus à son personnel, mais à tout travailleur quel qu'il soit.

Un arrêt de la cour de Rouen du 22 mai 1928 (G. P. 28-476) après avoir déclaré que l'ouvrier agricole est protégé par la loi de 1922, le déclare soumis à celle de 1899 *s'il est mis par son patron au service de l'entrepreneur de battage*. Dans le même sens un arrêt de la cour de Cassation, 30 juillet 1929, S. P. 1929.2.669¹.

On peut donc en déduire qu'il serait soumis à cette loi de 1922, faisant jouer la responsabilité du syndicat, s'il était mis au service du syndicat par son patron.

De même, la cour de Paris, septième Chambre, 27 octobre, déclare : « Doit être considéré comme responsable de l'accident survenu à un ouvrier agricole qui n'est pas lié à lui par un contrat de louage de services, mais a été mis à sa disposition par son patron, l'entrepreneur de battage dont la machine a causé l'accident. Par suite l'ouvrier est irre-

1. Lorsqu'un ouvrier agricole a été victime d'un accident tandis qu'il était employé au service d'une machine à battre, c'est l'entrepreneur de battage qui est responsable de l'accident par application de la loi du 30 juin 1899 et non l'exploitant agricole au service duquel était la victime (Cass. req., 30 juillet 1929, G. P., 1929.2.669).

L'ouvrier embauché par un cultivateur, et dès lors protégé par la loi de

cevable en sa demande dirigée contre son patron et non contre l'entrepreneur de battage. »

Cette jurisprudence nous conduit à énoncer l'argument principal en faveur de cette théorie. Au moment de l'accident, qui est le patron de l'ouvrier? Celui qui a sur lui « autorité et direction la responsabilité suit l'autorité comme l'ombre suit l'objet » (Saintelette). Or, qui lui donne des ordres pour l'exécution du travail, sinon le chauffeur de la batteuse représentant le syndicat et dirigeant l'ouvrage. Que le salaire soit réglé par le cultivateur, peu importe (Voir Laloue, *La Responsabilité civile*, et Sachet). Que le contrat soit intervenu entre le cultivateur et le journalier agricole, cela n'a pas d'influence. (M. Rouast, note au D. P. 1930, page 7). Après avoir affirmé « que la loi de 1922 repose sur le même fondement que celle de 1898 et que le plus sérieux de ces fondements est le lien qui rattache l'obligation du patron à réparer les conséquences dommageables des accidents du travail au contrat de louage de services qu'il a conclu avec l'ouvrier » reconnaît cependant que le législateur s'est écarté de ce fondement traditionnel dans la loi du 30 juin 1899 dans une disposition qui concerne une situation très particulière, *le cas des accidents survenus par le fonctionnement des batteuses*.

Une note très intéressante parue au D. P. 1923, IV 317 Col. 3 n° 6, démontre l'impossibilité de faire reposer la responsabilité du cultivateur sur le contrat.

Les auteurs de la loi de 1926 (V. séance du 2 février 1926, *J. O.* du 3 décembre, Parlement, p. 100) ont délibérément rompu avec la tradition.

1922 se trouve, s'il est mis par celui-ci à la disposition de son entrepreneur de battage, soumis à la loi du 30 juin 1899, si l'accident qui lui survient est le résultat direct du fonctionnement du moteur incriminé. Rouen, 22 mai 1923, *Rec. Rouen et Caen*, 1928.1.173; *G. P.*, tables 1925, 3°, II, p. 476.

Notre opinion est donc la suivante : l'ouvrier devra se retourner non contre son patron habituel, mais contre le syndicat. Il faut admettre que pour les travaux de battage, le cultivateur l'a mis à la disposition des deux préposés du syndicat. En effet, *non seulement* son patron habituel n'est plus qualifié pour exercer sur lui sa subordination, et lui donner les ordres immédiats de détail que nécessite la collaboration au battage, *mais encore*, les deux préposés du syndicat ont eux la responsabilité technique du battage : leur travail de direction et de répartition des tâches ne doit être entravé par aucune intervention étrangère.

Quant au cultivateur qui se joint à son personnel pour prendre part aux travaux, ne peut-on voir en lui, comme nous l'indiquions plus haut, un subordonné (quant à l'exécution de la besogne matérielle) ou un collaborateur accidentel, présumé techniquement incapable de diriger les travaux de battage.

Mais pour en revenir à l'employé de ce cultivateur, à plus forte raison peut-on dire qu'il a cessé momentanément et pour le battage seulement, d'être le préposé de son patron habituel.

En outre, quel est celui qui profite au moment de l'accident de l'activité de la victime ? Ne peut-on soutenir que l'adhésion du cultivateur au syndicat de battage, implique de sa part une renonciation totale au profit dudit syndicat, à toute action en ce qui concerne le battage. Au contraire, battre le blé est le but même du syndicat, sa raison d'être, toute activité de l'ouvrier qui est tournée vers le battage profite par là même, d'abord au syndicat. Elle ne profite au cultivateur que par voie de conséquence. Celui-ci se trouve ainsi considéré, non seulement comme techniquement inapte, mais encore comme juridiquement incapable

d'exécuter de son propre chef des opérations de battage, s'il se le permettait, le syndicat pourrait d'ailleurs l'attaquer.

On peut donc dire en résumé, que tout ouvrier qui travaille chez un adhérent du syndicat à des travaux de battage, travaille non plus sous la subordination et au profit de son patron habituel, mais sous la subordination et au profit du syndicat agricole de battage.

Or, d'après les lois protectrices du travailleur blessé : est considéré comme patron responsable celui qui à la fois exerce un pouvoir de direction et de subordination sur l'employé, mais aussi pour certains — *ubi emonumentum ubi onis* — récolte les bénéfices tirés de l'activité de celui-ci. Dans le cas présent les conditions exigées se trouvent toutes remplies par le syndicat, c'est donc à notre avis contre ce dernier que le travailleur blessé exercera ses poursuites à la fois en garantie et en responsabilité.

Un arrêt de la cour de Rennes du 9 mars 1931 pose en principe et fait résulter du texte et de l'esprit de la loi de 1922 que le mot de collaborateur implique l'idée d'un emploi en sous-ordre et rappelle que seul « peut être éventuellement responsable celui qui commande dans le travail, donne des ordres et des directives. »

A notre avis il n'y a pas à rechercher le lien juridique qui existe entre la personne blessée et celui qui l'emploie ou a qui elle a été prêtée, mais il faut se baser sur le lien de fait existant entre elle et le maître de l'ouvrage. Un argument en faveur de cette thèse peut être tiré d'un arrêt de la cour de Cassation, Ch. civ. 25 mars 1930¹.

1. V. également Cass., 29 avril 1929 et 31 juillet 1929, D. P. 1930.1.6 et note de M. Rouast, dans l'arrêt étudié par la Cour de cass. le 29 avril 1929. Un entrepreneur de battage avait été déclaré responsable de l'accident sur à l'ouvrier du cultivateur chez lequel il battait.

39. 2^o Mais la victime peut être l'ouvrier du voisin prêtée bénévolement au cultivateur. Nous sommes en présence d'un prêt de main-d'œuvre.

Or, la jurisprudence s'est trouvée maintes fois en présence de cette situation. Elle se produit non seulement en agriculture où elle est fréquente, mais encore dans l'industrie et le commerce; la jurisprudence a donc depuis longtemps pris position. Dans le cas de prêt de main-d'œuvre, c'est le patron de l'ouvrier prêté qui est responsable de l'accident survenu au cours du travail exécuté pour le voisin.

Les tribunaux basent la responsabilité sur le contrat qui unit l'ouvrier à son employeur et si les faits de la cause leur permettent d'estimer que ce contrat n'a point été rompu, et remplacé par un autre en faveur du second employeur, (Dijon, 1931, Doss. Mut. n^o 106), ils décident l'employeur habituel responsable.

Cependant, dans ce cas, le bénéficiaire de l'ouvrage est le cultivateur occupant l'ouvrier, et le directeur, le maître de l'ouvrage, est le cultivateur chez lequel il a été blessé.

Cette position prise par la jurisprudence viendra-t-elle donc détruire les arguments sur lesquels reposait la théorie exposée précédemment, à savoir : que d'après les lois protectrices des accidents du travail, doit être considéré comme patron responsable celui qui a autorité sur l'ouvrier et qui retire le bénéfice de son ouvrage.

En outre, faudrait-il déduire que lorsqu'un ouvrier a été prêté par son patron à un voisin cultivateur chez lequel bat un syndicat ou un entrepreneur pour être employé aux travaux de battage, lorsque cet ouvrier sera blessé au service de cette machine, son patron habituel sera responsable de l'accident? Nous ne le croyons pas.

Pour qu'il y ait prêt de main-d'œuvre pur et simple, il

faut à notre avis que l'ouvrier ait été prêté à un titre bénévole pour exécuter un travail rentrant dans ses capacités. Je prête ma cuisinière à un ami ayant une réception, l'agriculteur prête son valet de ferme pour aider aux soins de l'étable, son « journalier » pour biner une vigne.

Ce jour-là donc, l'ouvrier exécute un travail dont son patron n'a pas le profit immédiat (nous disons immédiat, ce genre de service s'accompagnant généralement de réciprocité, quand ce n'est pas de paiement véritable).

Mais il l'exécute sur l'ordre de son patron qui, pour le commandement, s'est substitué un « lieutenant » en la personne de son voisin.

En matière de battage, c'est tout différent. Le cultivateur met l'ouvrier au service d'une machine, d'un moteur inanimé, d'un instrument compliqué et dangereux dont le maniement n'entre ni dans la capacité, ni dans les attributions habituelles d'un ouvrier agricole.

La jurisprudence, non point seulement la jurisprudence de nos Cours et Tribunaux, mais celle des Chambres réunies de notre Cour suprême, affirme que la responsabilité incombe à l'usager du moteur inanimé dont seuls, cas fortuit, force majeure et faute d'un tiers peuvent l'exonérer.

Cette doctrine est suffisamment forte pour que nous puissions nous appuyer sur elle pour voir, en l'absence de texte précis, reposer sur le syndicat la responsabilité de l'accident. Il est évident que le maître de l'ouvrage est l'ouvrier du syndicat pour toutes les raisons que nous avons exposées plus haut. Il est évident également que le cultivateur patron a entendu obliger son voisin en lui prêtant son ouvrier, mais nous avons démontré ci-dessus que c'est le syndicat qui retire d'abord le bénéfice du battage.

Une instruction ministérielle du 28 septembre 1923,

pour l'application de la loi du 15 décembre 1922 (*Recueil de documents relatifs à l'application de la loi du 15 décembre 1922*, Berger-Levrault) vient implicitement appuyer notre théorie qu'en cette matière le prêt de main-d'œuvre est *sui generis* et que la jurisprudence bien établie dans les autres cas ne peut d'emblée s'imposer ici. En effet, elle déclare qu'on peut hésiter sur la détermination du patron débiteur de l'indemnité et sur la loi qui lui est applicable..., la difficulté consistera parfois pour l'ouvrier à saisir le patron réellement responsable ou la loi réellement applicable. Dans le doute il choisira et les tribunaux statueront d'après les circonstances.

40. Nous avons donc étudié le cas de l'ouvrier du cultivateur blessé au service de la machine, le cas du prêt de main-d'œuvre, il reste celui de l'entr'aide mutuelle.

Il y a entr'aide mutuelle quand le propriétaire voisin vient lui-même donner un coup de main à charge de réciprocité. Nous rappelons brièvement qu'un arrêt de la Cour de Poitiers déclare qu'il n'y a pas de contrat de travail entre l'entr'aidé et l'entr'aideur et par conséquent pas de base légale à une responsabilité accident du travail, donc l'entr'aideur supporte seul les conséquences de ses accidents.

Un arrêt de Rennes (déjà cité) ne trouve aucun lien de subordination entre l'un et l'autre, aucun salaire, par conséquent aucun contrat, et aucune garantie légale.

A noter qu'une circulaire ministérielle (voir au D. P. 1930), trouvait un salaire dans la réciprocité des services.

Un deuxième arrêt de Poitiers (Sirey 1928.2.142) décide que le salaire consiste dans la réciprocité des services, déclare qu'il y a tout de même subordination, qu'il n'y a pas besoin que cette subordination soit absolument étroite,

que le seul fait par l'entr'aideur d'exécuter le travail que lui demandera l'entr'aidé, celui-là et non un autre, est une subordination."

Nous rappelons qu'un pourvoi en Cassation ayant été signé, notre cour suprême cassa l'arrêt intervenu.

Donc, dans le cas d'entr'aide mutuelle, il y a responsabilité d'un patron auquel l'entr'aideur est subordonné. Dans l'espèce qui nous intéresse, qui sera patron? Celui qui règle le salaire en prêtant à son tour son concours ou celui qui commande, dirige l'ouvrage, celui qui a le droit de donner des ordres pour l'exécution des fonctions?

C'est évidemment le représentant du syndicat qui est le commettant.

Il importe peu que le préposé n'ait pas été choisi par le commettant (V. Laloue, *La Responsabilité civile*, p. 247, et *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1924, p. 203). Ce qui est essentiel, c'est le droit de donner des ordres.

Le mode de rémunération est sans influence sur la qualité du préposé. Peu importe qu'il soit payé par celui-ci s'il est sous les ordres de celui-là. En réalité par qui sont payés tous les collaborateurs au battage? Imaginons-les tous salariés en espèces ou en nature du cultivateur pour lequel on bat ou imaginons-les tous rémunérés par le syndicat de battage. Dans ce cas, ce dernier devra considérablement relever ses prix afin de récupérer en fin de compte ses frais sur le cultivateur.

Si donc le voisin entr'aideur travaille sous la subordination du préposé du syndicat, celui-ci est entièrement responsable en vertu de la loi de 1922 en cas d'accident.

A noter que dès 1926 un accord était intervenu entre les chefs de contentieux des Cies d'assurance, mettant en

cas d'entr'aide mutuelle et de prêt de main-d'œuvre la responsabilité à la charge de l'entr'aidé.

41. A la fin de cette étude nous pouvons résumer nos arguments :

1) La doctrine veut que le chef de l'ouvrage, celui qui donne des ordres, soit responsable des accidents survenus au cours de leur exécution.

2° L'intention primitive du législateur a entendu en 1899 faire reposer la responsabilité sur l'exploitant du moteur, responsabilité qui joue vis-à-vis des tiers, quels qu'ils soient, employés au service de la machine.

3° Enfin, la jurisprudence moderne sur la responsabilité de l'usager du moteur inanimé qui lui fait soit en vertu de la théorie de la garde, soit en vertu de la théorie du risque créé, soit d'après M. Maurice Picard, parce que le législateur a estimé qu'il était juste de mettre à la charge de ceux qui utilisent certaines choses une obligation spéciale de garde, dont la violation résulte de la seule réalisation du dommage (*Revue générale des Assurances terrestres*, 1930, p. 271) la responsabilité de l'accident doit être supporté par celui qui fait usage du moteur.

En l'absence d'un texte formel, on peut être tenté de revenir à la théorie du risque « laquelle dépouillée de toutes les restrictions d'ordre technique qu'on peut lui apporter est, déclare M. Ripert (*Règle morale*, n° 115, p. 213) celle-ci : tout dommage doit être attribué à son auteur et réparé par celui qui l'a causé, parce que tout problème de responsabilité civile se ramène à un problème de causalité; tout fait quelconque de l'homme oblige celui qui a causé un dommage à autrui à le réparer... Si on fait disparaître l'idée de faute, l'idée de causalité passe au premier plan. Elle se dégage de l'idée de responsabilité, l'acte humain traîne

après lui comme une conséquence nécessaire. « A la suite ou si mieux encore devant l'hésitation de la jurisprudence à admettre la théorie du risque qui n'a pu acquérir de force juridique », pour revenir au principe fondamental de la responsabilité « la faute », la responsabilité morale, on reconnaîtra avec M. Ripert, que le devoir moral qui existe toujours à la base de l'obligation à réparation consiste dans ce cas non à poser l'acte lui-même — mettre en mouvement une batteuse quels soient les dangers de l'instrument, n'est pas une faute,— mais dans l'obligation de réparer le dommage par elle causé. « Quand on commence par poser cette règle morale que même faisant un acte permis par la loi, l'homme doit dans certains cas réparer les suites fâcheuses de cet acte, on ne peut que reconnaître la faute de celui qui n'a pas réparé le dommage causé¹ ».

1. V. G. Ripert, *op. cit.*, p. 224, 2^e éd.

CHAPITRE VII

RESPONSABILITE DE LA COMMUNE, PROPRIETAIRE DU MATERIEL DE BATTAGE

42. Dans certaines régions, les communes font l'acquisition d'un matériel agricole. De ce matériel, elles peuvent faire usage pour l'exploitation de leurs propriétés; les communes riches de Franche-Comté exploitent leur immense part des forêts de sapins qui recouvrent leurs montagnes, elles sont propriétaires et du domaine, et de leurs tracteurs et doivent être traitées comme un exploitant ordinaire. La jurisprudence les assujettit à la loi de 1899, quand elles poursuivent un but lucratif; elle les assimile aux particuliers toutes les fois qu'elles se livrent à des opérations pouvant être faites par un particulier ne les soumettant à un régime spécial que lorsqu'elles exécutent un service public effectué en qualité d'organisme d'administration.

Dans certaines provinces, notamment en Bourgogne, les communes assez riches font l'acquisition d'un matériel de battage qu'elles mettent à la disposition de leurs administrés.

43. Dans ce cas, elles n'agissent plus comme exploitants, comme propriétaires : elles sont parfois de véritables entrepreneurs de battage, ayant engagé deux ouvriers, chauffeur et engraineur, chargés de veiller à la conservation et au bon fonctionnement de la machine, et de présider au battage.

La jurisprudence les considère comme entrepreneurs ordinaires, et elles sont comme telles soumises à la loi de 1899, c'est-à-dire qu'elles sont responsables de tout accident dû au fait du moteur à toutes personnes, quelles qu'elles soient. La loi du 15 décembre 1922, qui ne vise que les propriétaires de céréales et de la machine, ou que la coopérative, et le syndicat, propriétaire du matériel de battage, ne les intéresse pas.

Leur responsabilité est donc engagée dans la même mesure, et de la même manière, que celle des particuliers, entrepreneurs de battage; et en cas d'accidents, nous renvoyons purement et simplement au chapitre de cet ouvrage, traitant de cette question.

44. Mais la commune peut mettre gratuitement à la disposition de ses administrés son matériel d'exploitation, ne percevoir sur eux aucune redevance, ou seulement un prix minime d'amortissement du matériel, laissant aux agriculteurs le soin de payer selon un prix fixé par elle et d'avance, le salaire des ouvriers spécialistes qu'elle a chargés d'accompagner la batteuse et son moteur.

Il est évident que ces deux ouvriers bien que payés par les différents agriculteurs, qui vont avoir recours à eux, sont les préposés de la commune qui les a choisis, qui leur a confié la garde de la chose. La commune demeure leur commettant. Elle a seule le droit de leur donner des ordres. Donc, (Voyez Laloue, *Responsabilité civile*, p. 247) elle seule est responsable de leurs fautes s'ils en commettent; elle en répond en vertu de l'article 1384 du Code civil; elle est responsable des accidents leur survenant a) du fait de la machine, en vertu de la loi de 1899; b) au cours du travail sans que le moteur en marche en soit directement la cause en vertu de la loi de 1922.

Pour tous les accidents pouvant survenir aux tiers, cultivateurs chez lequel on bat, ouvrier voisin entr'aideur, main d'œuvre prêtée, il faut également se reporter aux solutions données au chapitre traitant de la responsabilité de l'entrepreneur, car à notre avis, la commune est un entrepreneur gratuit mais un entrepreneur tout de même.

Enfin, la commune emploie parfois un autre mode de gestion, elle loue le matériel de battage, en mettant chaque année la charge en adjudication.

Les accidents de travail survenus au cours de la campagne, doivent-ils entraîner sa responsabilité ?

Elle n'est plus le maître de l'ouvrage en la personne de ses deux préposés, car ceux-ci ne sont pas ses ouvriers¹, elle n'a pas sur eux autorité et direction, elle ne peut plus être responsable de leurs fautes en vertu de la règle *culpa in eligendo*, bien qu'on puisse soutenir qu'elle les ait, jusqu'à un certain point, choisis par les conditions imposées au cahier des charges. Ces conditions ont délimité, restreint le nombre de candidats; mais parmi ceux-ci, possédant les qualités requises, ont été agréés ceux qui ont fait des offres les plus avantageuses à la commune.

On ne peut invoquer la théorie du risque créé, pour retenir sa responsabilité. Le fait même d'avoir mis en circulation un objet dangereux, ne constitue pas une faute.

Peut-être pourrait-on la tenir responsable d'avoir accepté un adjudicataire fou ou idiot, mais en dehors de ce cas

1. Desarnauds, Des accidents du travail agricole, p. 83 et suiv., note de S. *Rec. pér. d'ass.*, 1931, : « La notion de contrat de travail au sens de la législation ne recouvre pas exactement la notion de contrat de louage, au sens de l'art. 1780 C. civ. En effet, pour qu'il y ait contrat de louage de services, il faut convention tacite ou expresse entre employeur et employé. Il faut travail fait pour le compte de l'employeur, il faut salaire, et surtout direction et responsabilité de l'employeur. »

il semble bien qu'il faille admettre que l'adjudication lui fait perdre à la fois la garde matérielle, et la garde juridique de la chose, et que c'est contre l'adjudicataire entrepreneur de battage, que devra se retourner la victime.

CHAPITRE VIII

TRANSPORT DU MATERIEL

45. Nous avons étudié jusqu'ici la responsabilité des différents usagers de machine agricole au moment de son utilisation.

Nous allons rechercher maintenant les responsabilités mises en cause par le déplacement, le transport de ces machines — transport que nécessite son utilisation sur des points différents d'une même propriété ou d'un domaine à l'autre.

L'étude de cette question nous obligera de considérer successivement différentes hypothèses.

Le transport des appareils de battage pouvant être effectué par différentes personnes dont la situation juridique n'est pas semblable.

46. Tout d'abord, et c'est l'hypothèse la plus simple, la machine peut être transportée d'un point à un autre de la propriété de celui auquel elle appartient, le travail étant effectué par ses propres ouvriers. Il est évident qu'en cas d'accident, ceux-ci sont couverts par la loi du 15 décembre 1922. Nous n'avons pas à nous attarder sur ce point.

Lorsque le cultivateur propriétaire du matériel le conduit à la ferme de son voisin, où il a l'intention d'effectuer les batteries, nous avons vu plus haut qu'il doit être considéré comme entrepreneur de battage, par conséquent, comme un agriculteur responsable des accidents survenus par suite

du fait du moteur, et responsable en vertu de la loi de 1899 des accidents occasionnés aux personnes quelles qu'elles soient occupées à la conduite et au service de la machine.

Or, la jurisprudence n'admet pas dans le cas de transport de la machine, même si ce transport est fait à l'aide du tracteur automobile, l'application de la loi de 1899, estimant que dans ce cas, l'accident n'est pas dû au fonctionnement du moteur¹.

Quelle est la responsabilité du cultivateur aidé, pour le transport de son matériel par des voisins complaisants et par les domestiques de ces voisins ?

Puisque la jurisprudence refuse d'appliquer aux accidents de transport la loi de 1899, en cas de préjudice occasionné aux voisins non rétribués nul doute qu'il faille faire application de la loi de 1922, qui permettra de calculer leur indemnité sur les bases fixées par l'arrêté préfectoral.

Au moment où nous exposons cette théorie, la cour d'appel de Dijon (audience du 17 novembre 1931, aff. Lacolle contre Démocrite, confirme un jugement du Tribunal civil d'Autun ayant condamné Lacolle exploitant d'une machine à battre, à servir une rente à la veuve de Démocrite, en raison de l'accident mortel survenu à son mari, alors qu'il participait au déplacement de cette machine, pour la transporter chez un autre agriculteur. Lacolle

1. Voir en ce sens : Cass. req., 20 février 1907, *Gaz. Pal.*; 1907.1.405, D. 1908.1.261, S. 1907.1.238; Cass. civ., 20 juin 1908, *Gaz. Pal.*, 1908.2.111. S. 1911.1.268, S. 1909.1.133; Cass. civ., 20 mars 1912, *Gaz. Pal.*, 1912.1.636, D. 1913.1.61; Cass. civ., 17 juin 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.382; Lyon, 24 novembre 1928, *Mon. jud. Lyon*, 21 octobre 1927. Cas d'un ouvrier au service d'un entrepreneur de battage, et mort à la suite de travaux effectués pour son patron chez un agriculteur. La Cour de cassation, 23 juin 1925, *Gaz. Pal.*, 25.2.471 a refusé à la veuve le bénéfice de l'application de la loi de 1899, motif pris de l'absence de relation de cause à effet entre le fonctionnement de la machine et la survenance de l'accident.

avait à l'appui de l'appel par lui interjeté soutenu qu'il n'existait entre lui et Démocrite, aucune subordination, aucun contrat de louage de services, aucun lien juridique, pouvant servir de base à l'application de la loi de 1922.

La Cour a fait très justement remarquer que celle-ci avait dérogé aux principes généraux qui régissent le risque professionnel, puisqu'elle avait accordé une indemnité aux ouvriers non salariés, prévoyant pour eux, dans son article 8, la base de calcul de leurs rentes et demi-salaires.

Que, d'autre part, si la loi de 1926 a assujetti les petits exploitants au risque professionnel, à l'égard de leurs collaborateurs occasionnels, et même gratuits, « elle n'a fait qu'étendre par là à ces petits exploitants l'exception déjà implicitement prévue par l'alinéa 1^{er} à l'encontre de ces exploitants qui occupent habituellement un personnel régulier, mais qu'il n'est pas possible de supposer que le législateur, dans un texte ayant pour but de favoriser au point de vue du risque professionnel, les petits exploitants, ait aggravé au contraire leur situation en les assujettissant dans un cas où les autres ne le seraient pas ».

Pour la responsabilité en cas de prêt de main-d'œuvre, nous rappellerons l'étude faite plus haut, et la position prise. Nul doute que la jurisprudence actuelle ne fasse supporter la responsabilité au patron avec lequel l'ouvrier a passé un contrat. Il faut avouer en outre que le transport de la batteuse, même si ce transport est effectué à l'aide d'un tracteur automobile, constitue un risque moins dangereux ou plus exactement, moins spécial, que sa mise en marche pour actionner les batteries. Nous avons en effet, plus haut, tiré argument des connaissances techniques que nécessitait pareil travail pour déclarer que dans ce cas l'ouvrier prêté tombait sous la garantie de celui qui a la

direction des opérations de battage. Ce risque en étant moins spécial, reste encore totalement différent des travaux usuels de la campagne; équilibrer et faire traîner par des bœufs habitués à cet attelage un char de foin est un travail tout autre que le transport du matériel de battage. Si ce transport s'accomplit à l'aide d'un moteur, la différence s'accroît encore. Enfin, il serait souhaitable pour la simplicité et l'unification de la législation que le maître de l'ouvrage, dans ce cas encore, conserve la responsabilité.

47. La responsabilité de l'entrepreneur est, nous l'avons vu, retenue en vertu de la loi de 1922 — risque professionnel — à moins cependant, qu'il ne vienne à se désaisir de la garde de sa machine et à la confier à un tiers.

Pratiquement, ce tiers sera le cultivateur chez lequel on veut battre, qui va à l'aide de son personnel, et au besoin de ses chevaux et bœufs, conduire la machine chez le cultivateur chez lequel on va battre.

On peut considérer qu'il est devenu entrepreneur de transport au profit du propriétaire de l'outillage agricole. Le paiement de ce service lui est, du reste, fait en déduction du prix du battage qui vient d'avoir lieu. Comme tel, il a l'obligation de transporter sans encombre le matériel qui lui est confié et reste responsable de tous les accidents survenus à ceux qui, à son service, ou sous sa direction, prennent part au travail.

48. Une règle générale, peut donc être déduite : c'est celui qui dirige l'opération du transport qui assume la charge de la responsabilité; la loi de 1922 couvre de sa garantie ce risque professionnel quelque soit la qualité de celui qui prend part à l'extension de ce travail.

49. Enfin une question subsidiaire peut encore se poser, au sujet du transport des machines agricoles. Le code de la

route à son article 2, déclare que les bandages métalliques des véhicules ne doivent présenter aucune saillie sur les surfaces prenant contact avec le sol. Cette disposition n'est pas applicable aux machines agricoles à traction animale, ou aux véhicules automobiles servant à l'agriculture, pour les trajets effectués entre la ferme et les champs.

Cette tolérance est établie au profit des cultivateurs qui doivent emprunter les routes pour se rendre sur les différents points de leurs exploitations. Ils ne peuvent plus s'en prévaloir dès lors que le trajet accompli n'est plus strictement le parcours de la ferme aux champs, lorsque, par exemple, le cultivateur se rend avec ses machines agricoles sur la propriété de son voisin, il ne peut plus bénéficier de cette tolérance et commettent alors, en ne revêtant pas les roues de ses véhicules de bandages pleins, une infraction au code de la route.

Toutefois continue le code prudent, « les roues en tables de roulement de ces instruments et véhicules doivent être aménagés de manière à ne pas occasionner des dégradations anormales à la voie publique; c'est-à-dire que les cultivateurs qui bénéficient de cette disposition doivent cependant s'abstenir de toute manœuvre, démarrage et freinage brusques, qui risquerait de dégrader les routes. Pour toutes dégradations ils restent tenus au paiement des dommages-intérêts équivalents au dommage causé.

CONCLUSION

50. « La loi du 15 décembre 1922 et les règlements qui la complètent apparaissent comme le terme de l'évolution sociale en matière d'accidents du travail.

... La théorie du risque professionnel peut se résumer de la manière suivante : la production industrielle exposant fatalement l'ouvrier à certains risques, c'est au bénéficiaire de cette production, c'est-à-dire au patron que doit incomber l'obligation d'indemniser les victimes de ces risques ».

C'est en ces termes que s'exprimait une circulaire ministérielle du 28 septembre 1923 pour l'application de la loi du 15 décembre 1922. N'allons-nous pas paraître trop osé en venant huit ans plus tard nous déclarer non satisfaits, réclamer encore un progrès, proposer une réforme. Cependant la conclusion qui s'impose à la fin de cette étude n'est-elle pas précisément que « le terme » que nous avons atteint est un terme bien précaire que cette législation aux bornes trop peu délimitées a permis bien des tâtonnements, bien des faux-pas à la jurisprudence et qu'il serait souhaitable de la voir se préciser. L'incohérence de la jurisprudence et des textes que nous avons étudiés prouvent que cette législation n'a pas réussi à mettre fin à toute contestation possible, que dans l'enchevêtrement des responsabilités, il est difficile parfois à la victime de découvrir le patron responsable. Récemment encore, malgré les décisions de la Cour de cassation, un juge de paix a déclaré res-

ponsable de l'accident survenu du fait de la machine au voisin entr'aideur bénévole, le cultivateur chez lequel un entrepreneur battait la récolte.

Si c'est au bénéficiaire de la production qu'incombe la responsabilité, il est parfois difficile de reconnaître le bénéficiaire de cette production, celle-ci profitant à plusieurs. Un point reste fixe : c'est le patron, celui dont la victime est le collaborateur qui doit être responsable. Or, nous avons vu que la notion de collaborateur avait dû être précisée par la Cour de cassation, et, en cas de prêt de main-d'œuvre de qui l'ouvrier sera-t-il le collaborateur ?

Une confusion naît encore de l'existence simultanée des lois de 1899 et 1922. Depuis la loi du 30 avril 1926 a modifié celle du 15 décembre 1922, étendant aux petits exploitants le risque professionnel, le maintien de la loi du 20 juin 1899 ne se comprend plus guère, et ce texte devrait être sacrifié au profit de la simplicité et de la clarté de la législation.

Les agriculteurs ont en effet de très grandes difficultés se trouvant soumis à deux lois concurrentes entre lesquelles des démarcations très nettes ne sont pas posées.

M. Cassez exposant les motifs qui l'ont amené à déposer en 1926 un projet de loi auquel jusqu'à ce jour aucune suite n'a été donnée, déclare : « Leur dualisme (des lois de 1899 et 1922) met les professions agricoles dans une situation inextricable... La complexité des combinaisons (de ces lois) est telle qu'il est impossible à un cultivateur de dégager exactement sa position et ses responsabilités.

C'est ainsi qu'un cultivateur qui emploie son moteur pour les besoins de son exploitation, est assujéti à la loi du 15 décembre 1922, mais dès qu'il l'utilise pour un voisin

sa situation juridique change : il se trouve placé sous le coup de la loi de 1899.

Il est donc appelé à répondre de deux risques différents dépendant soit de la personne de la victime, soit de la nature du travail mis à sa charge par la loi de 1922, s'il n'a pas pris soin d'assurer sa responsabilité contre ces deux risques, il demeurera à sa grande surprise et à son grand dommage, son propre assureur, au cas où l'accident entraîne l'application de la loi de 1899.

Le danger n'est pas moins évident pour les bénéficiaires de la législation.

On objecterait en vain que les ouvriers et les collaborateurs sont protégés à l'heure actuelle dans tous les travaux agricoles, car pour obtenir les indemnités légales, encore faut-il que la victime invoque la loi qui le protège et qu'elle introduise son action contre la personne qui, au moment de l'accident assurait le risque professionnel. Si l'ouvrier blessé s'appuie sur la loi de 1922, alors que l'accident est régi par la loi de 1895, le tribunal le débouterà de sa demande. Il en sera de même, d'autre part, s'il s'adresse à son patron ordinaire au lieu de diriger son action contre l'entrepreneur de battage.

Mais comment l'ouvrier accidenté pourra-t-il dans la complexité des cas, démêler sa condition exacte ?

Un exemple donnera une idée des difficultés de procédure pouvant résulter d'un régime reposant sur deux lois qui s'enchevêtrent.

Qu'un agriculteur fasse appel à un entrepreneur pour le battage de sa récolte et qu'un de ses ouvriers, occupé à retirer de la machine les matières transformées soit blessé par les engrenages, l'entrepreneur assume la responsabilité de l'accident en vertu de la loi de 1899; que le même

ouvrier soit victime d'un accident alors qu'il transportait des gerbes destinées à alimenter la batteuse, la responsabilité incombera alors à l'exploitant agricole en vertu de la loi de 1922.

... Notre proposition tend donc à abroger la loi de 1899 et à faire rentrer dans le cadre de 1922 tous les accidents agricoles.

Toutefois une abrogation ne saurait être envisagée sans contre-partie, la loi du 30 avril 1926, ayant maintenu dans certains cas le champ d'application de la loi de 1899.

Une abrogation pure et simple engendrerait deux graves lacunes. D'abord elle retirerait aux membres de la famille des petits exploitants, visés au § 2 de l'art. 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1922, la garantie que la loi leur accorde lorsqu'ils sont victimes d'accident par le fait d'un moteur inanimé. Ce serait un véritable recul dans le domaine de la protection.

En outre, lorsque l'exploitant du moteur ne serait pas l'exploitant agricole, par exemple dans le cas très fréquent d'une entreprise de battage, encore faudrait-il, la loi de 1899 abrogée, déterminer l'étendue des responsabilités respectives de l'entrepreneur et de l'exploitant chez qui celui-ci exerce son industrie. Et cette seule détermination ne pourrait s'effectuer qu'au moyen des seuls éléments de la loi du 15 décembre 1922, car une fois la loi de 1899 rayée de la législation des accidents du travail, il n'existerait plus de textes permettant d'asseoir sur le fait du moteur la responsabilité des accidents.

Or, la loi de 1922 ne dirait pas, d'une façon précise, où s'arrête la responsabilité de l'exploitant du moteur et où commence celle de l'agriculteur.

51. En conséquence, le texte suivant fut déposé :

Article 1er. — L'article 16 de la loi du 15 décembre 1922 est complétée comme suit :
« Peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi, à l'encontre de l'exploitant de moteurs inanimés actionnant des machines agricoles, les personnes quelles qu'elles soient occupées à tous les travaux qu'exigent la conduite ou le service des moteurs et machines, pour les accidents dont elles sont victimes par le fait et à l'occasion de ces travaux. »

« Est considéré comme l'exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger soit par ses préposés, soit par des collaborateurs salariés ou non. »

Article 2. — La loi du 30 juin 1899 est abrogée. Sont également abrogés l'article 6 et l'article 16 de la loi du 16 décembre 1922 et l'article 6 de la loi du 30 avril 1926.

52. Ce second article ne fait évidemment aucune difficulté. Mais des critiques ont été faites au 1^{er} article de cette proposition. On a fait remarquer qu'il ne ressortait pas clairement du texte proposé qu'il ne semblait pas protéger tout le personnel occupé sur l'aire à battre quel qu'indirect que puisse être le lien qui rattache sa besogne au moteur. L'auteur de cette critique songeait uniquement aux accidents relatifs à l'emploi des batteuses mécaniques, le personnel nombreux employé dans les battages compliquant en effet beaucoup plus la question de la responsabilité que les autres machines agricoles actuellement en usage comme les charrues à tracteur par exemple qui ne nécessitent qu'un personnel restreint.

On a craint que cette loi ne semble restreindre sa protection à une certaine catégorie de travailleurs et non pas à tous ceux dont l'occupation se rattache même indirectement

à l'exploitation du moteur : ex. l'ouvrier qui aide au transport et à la mise en place de la machine, celui qui apportera de l'eau pour le radiateur, qui à 50 mètres de la machine démolira la meule de gerbes de blé, qui apportera dans les champs le repas des batteurs.

On a critiqué la rédaction du second § :

« Est considéré comme l'exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés soit par des collaborateurs salariés ou non ».

On a voulu voir dans cette phrase la traduction de cette idée : la responsabilité suit la propriété, le propriétaire restera responsable de l'accident survenu loin de lui, même s'il est le fait d'un personnel qu'il n'a point choisi, auquel il n'a point donné d'ordre, même si l'opération n'est pas exécutée à son profit.

On a craint même que sa responsabilité soit engagée en cas de prêt gratuit de sa machine à un voisin, il nous semble cependant que ce dernier pourrait alors difficilement se présenter sous l'étiquette de collaborateur occasionnel, non salarié.

On a donc proposé de supprimer de ce texte le dernier membre « soit par des collaborateurs salariés ou non ».

Rattacher l'idée de responsabilité à celle du *risque créé en vue du profit envisagé* est une proposition qui devrait naturellement être faite par des juristes de cette première partie du *xx^e* siècle. Cette solution qui, certes, présente des avantages ne doit pas quant à nous être retenue, elle est plus économique que juridique.

53. A notre avis, il faut faire intervenir ici la notion de garde.

Celui qui a la garde juridique de la chose qu'il exerce cette garde directement ou par l'intermédiaire de ses préposés

salariés ou non, en demeure responsable vis-à-vis de toute victime ayant participé directement ou indirectement aux travaux relatifs à l'emploi de la machine que celle-ci soit à l'arrêt ou au repos.

Nous précisons que celle-ci doit soit à l'arrêt ou au repos, le risque professionnel ayant été étendu à l'agriculture depuis 1922 26, le législateur n'a plus aucune raison pour restreindre la détermination des responsabilités à la marche du moteur comme il l'avait fait en 1899.

Donc un seul sera responsable, le gardien juridique de la machine, toutes les victimes seront garanties, quelque soit le lien juridique ou l'absence de lien pouvant les unir au gardien. Tous les travaux, même ceux que nous énumérions plus haut et qui ne sont que liés indirectement à l'emploi du moteur seront garantis.

C'est à cette solution que nous avons abouti dans les différents problèmes posés aux chapitres de cette étude.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire du ministère de l'Agriculture.

Aubin. — Responsabilité délictuelle et contractuelle. (Thèse, Bordeaux, 1897.)

Bouchet. — Manuel théorique et pratique de la législation agricole et les sociétés d'assurances mutuelles agricoles. (1923.)

Beigasse. — Traité sur la responsabilité des accidents de travail et des accidents agricoles. (Thèse, 1900.)

Baudry-Lacantinerie et Wahl. — Traité théorique et pratique du contrat de louage.

Bulletin du ministère de l'Agriculture.

Bulletin de renseignements mensuels publié par le ministère de l'Agriculture.

Bulletin de la société des Agriculteurs de France. Actes et travaux, 1907, p. 763.

Berniguet. — Thèse, Paris, 1903, relative à la loi du 30 juin 1899.

Capitant. — Rapport sur les accidents de travail en agriculture. Fait à l'association française pour la protection légale des travailleurs, 1909, 5^e série.

Capitant et Cucho. — *Précis élémentaire de législation industrielle.*

Cucho. — Rapport de dépendance et éléments constitutifs du contrat de travail. (*Revue critique*, 1913.)

Chauzit. — L'extension aux exploitations agricoles de la législation sur les accidents du travail. (1924.)

Désarnauts. — Les accidents du travail en agriculture d'après la loi du 15 décembre 1922. (Thèse, 1925.)

- Demogue.** — *Traité des Obligations*, t. V, n° 1128-1131.
Dossier du Mutualiste agricole. (Edition de l'office central de la Mutualité.)
- Fuster.** — Les accidents du travail et l'agriculture. L'aide sociale directe. (1903.)
- Gardenat.** — La responsabilité civile.
- Josserand.** — Responsabilité du fait des choses inanimées.
Juris-Classeur des accidents du travail.
- Lestapis** (de). — Notions élémentaires d'organisation professionnelles agricoles.
- Loubat.** — Des accidents agricoles. Loi du 30 juin 1899. (Pichon, éd., 1902.)
— *Traité théorique et pratique sur le risque professionnel.*
- Larnaude.** — Les accidents du travail et l'agriculture. (Thèse, Paris, 1899.)
- Laloue.** — La responsabilité civile.
- Lefèvre.** — *Revue critique de législation et de jurisprudence.* (1886.)
- Monnier.** — Les accidents de travail en Angleterre. (Ed. 1925.)
- Mazeaud.** — Responsabilité contractuelle et délictuelle. (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1929, p. 51.)
- Mazeaud** (H. et L.). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle. (Sirey, 1931.)
- Martin-Desboudets.** — Le métayage en Bourbonnais. (Thèse, Paris, 1897.)
- Martini.** — La notion du contrat de travail. (Thèse, Paris, 1912.)
- Murville.** — Des accidents du travail agricole. (Thèse, Toulouse, 1908.)
- Pichaud.** — Les accidents agricoles. (Thèse, 1913.)
- Parisot.** — Le champ d'application de la loi du 15 décembre 1922 sur les accidents du travail en matière agricole. (Thèse, Paris, 1924.)
- Pic.** — *Traité élémentaire de législation industrielle.*
- Picard** (Maurice). — *Revue des assurances terrestres*, 1930. « Pour une loi sur les accidents d'automobile ».

Perreau. — Le contrat de travail, rapport à l'association pour la protection légale des travailleurs. (1907.)

Planiol. — *Traité élémentaire de Droit civil* (10^e éd., t. II, n° 1827-1899.

Planiol et Ripert. — T. X, n° 866 et s.

Ripert. — La règle morale dans les obligations civiles. (Sirey, 1930.)

— La responsabilité contractuelle et les accidents de personnes.

— Abus ou relativité des droits.

Rapport Viviani du 5 nov. 1906. Doc. 364, année 1906.

Rapport de M. Bienvenu-Martin, sénateur du 27 avril 1920 au sujet de la future loi de 1922. Doc. n° 195, année 1920.

Rapport de M. Mauger, député, du 29 juillet 1913, *J. O.*, 7 mai 1915, p. 604-606.

Recueil de documents relatifs à l'application de la loi du 15 décembre 1922 sur les accidents du travail dans les exploitations agricoles. (Nouvelle édition mise à jour au 31 octobre 1924. Berger-Levrault, éd.)

Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le ministère.

Revue des accidents du travail.

Revue du droit agricole.

Risler. — *Travaux agricoles français.*

Sagot. — La responsabilité des accidents du travail.

Sachet. — *Traité théorique et pratique relatif à la législation sur les accidents de travail.*

Sarrauste de Menthère. — Les accidents de travail agricole (Thèse, Paris, 1903.)

Saleilles. — Note au *Bulletin de la société d'études législatives*, 1906.

Sauzet. — De la responsabilité du patron vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels. (*Revue critique de législation et jurisprudence*, 1883.)

- Sainctellette.** — De la responsabilité et de la garantie.
- Surville.** — Les accidents de travail agricole. (Thèse, Toulouse, 1908.)
- Savatier.** — Note à la *Revue trim. de Droit civil*, 1925.
- Thévenot.** — Des accidents du travail agricole. (Thèse, 1913.)
- Vannoy.** — Extension aux ouvriers agricoles de la loi de 1898. (Thèse, Paris, 1906.)
- Vimont.** — Accidents du travail agricole. Etude pratique de la législation actuelle et des projets de loi étendant à l'agriculture le principe du risque professionnel.
- Les accidents agricoles et la nouvelle loi du 15 déc. 1922 (conférence) in-12, 1923. (Union des syndicats agricoles de l'Ile-de-France.)
- Van Cauvenberghe.** — Les accidents du travail. (Thèse, 1903.)
- Worms.** — La loi du 30 juin 1899 sur les accidents agricoles.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1. Ce que devrait comprendre cet ouvrage. — 2. Énumération des différentes responsabilités engagées. — 3. Exposé du point précis étudié. — 4. Définition du moteur inanimé. — 5. Distinction entre le fait de l'homme et le fait de la chose. — 6. La machine à battre, élément type de notre étude. — 7. Distinction entre fait du moteur et fait de la machine. — 8. Étude rapide de la responsabilité en général. — 9. La responsabilité objective du patron. — 10. Influence des théories socialistes sur l'évolution de la jurisprudence en matière de responsabilité (art. 1384). — 11. La théorie de la faute en matière de responsabilité. — 12. Son influence sur la responsabilité légale. — 13. Historique de la législation agricole. — 14. Base de cette responsabilité légale.....	9
--	---

CHAPITRE I. — RESPONSABILITE DU CULTIVATEUR PROPRIETAIRE DU FONDS ET DE LA MACHINE INANIMEE

15. Propriétaires exploitant en famille et propriétaires exploitant seuls. — 16. Étude historique de la responsabilité du cultivateur. — 17. Application simultanée des lois de 1899 et 1922	29
--	----

CHAPITRE II. — RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT NON PROPRIETAIRE DU FONDS

18. L'usufruitier. — 19. Le fermier. — 20. Le métayage. Sa nature. — 21. Étude de la législation du risque professionnel vis-à-vis du métayage. Recherche d'une base juridique de responsabilité	35
--	----

CHAPITRE III. — ENTR'AIDE MUTUELLE

22. Fonctionnement. — 23. Quid de la responsabilité : le contrat de travail en matière agricole. — 24. Distinction de la jurisprudence : assujetti ou non assujetti; arrêt Le Menn Le Foll, abandon de la nécessité du contrat de travail. — 25. Bases de la responsabilité de l'entr'aide. Le coup de main du passant. — 26. La machine appartient à un entrepreneur, à un syndicat.....	42
---	----

CHAPITRE IV. — PRET DE MAIN-D'ŒUVRE

26. Sa nature. — 27. Etude de la jurisprudence. — 28. Principes généraux, étude de la législation. — 29. Solutions proposées : ouvriers prêtés aux cultivateurs possédant le matériel de battage — ou au cultivateur pour le compte duquel bat le syndicat 53

CHAPITRE V. — RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR DE BATTAGE

30. Nature de l'entreprise de battage. — 31. Fonctionnement de l'entreprise de battage; responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de ses ouvriers — vis-à-vis de tous ceux qui participent au battage. — 32. La conduite et le service de la machine. — 33. Accident produit en dehors de la conduite et du service. — 34. Solution proposée..... 57

CHAPITRE VI. — RESPONSABILITE ENGAGEE LORSQUE LE MOTEUR APPARTIENT A UN SYNDICAT OU A UNE COOPERATIVE DE BATTAGE

35. La formule du syndicat. — 36. La loi du 30 avril 1926. — 37. Le risque professionnel, sa garantie. L'accident survient à un membre du syndicat — à un ouvrier du cultivateur chez lequel on bat — à un ouvrier prêté au cultivateur — à un voisin entr'aideur. — 38. 1° Prêt de main-d'œuvre de l'ouvrier du cultivateur chez lequel on bat : a) responsabilité du cultivateur; b) responsabilité du syndicat de battage. — 39. 2° Le prêt de main-d'œuvre de l'ouvrier d'un voisin au cultivateur chez lequel on bat. — 40. Entr'aide mutuelle. — 41. Conclusion : la responsabilité suit l'autorité; arguments en faveur de cette théorie..... 65

CHAPITRE VII. — RESPONSABILITE DE LA COMMUNE PROPRIETAIRE DU MATERIEL DE BATTAGE

42. Exploitations des communes. — 43. La commune entrepreneur agricole. — 44. La location du matériel ou la mise en adjudication de l'entreprise de battage..... 82

CHAPITRE VIII. — TRANSPORT DU MATERIEL

45. Etude du transport du matériel de battage. — 46. Par le cultivateur son propriétaire — par le cultivateur agissant comme entrepreneur de battage — inapplicabilité de la loi de 1899 — application en cas d'entr'aide de la loi de 1922 — arrêt Democrite en cas de prêt de main-d'œuvre. — 47. L'entrepreneur de battage — cas où il confie le transport à un cultivateur — conclusion. — 49. Question subsidiaire — Dégâts

occasionnés aux routes par les bandages métalliques des tracteurs agricoles.....	86
--	----

CONCLUSION

50. Le terme de l'évolution sociale en cette matière — imprécision et dualisme des textes — incohérence de la jurisprudence . — 51. Projet de loi. — 52. Critiques. — 53. Critérium proposé	91
---	----

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris.
